



Service public d'éducation
et d'information juridiques
du Nouveau-Brunswick

Obtenir son propre **Divorce** au Nouveau-Brunswick

COURT OF QUEEN'S BENCH
NEW BRUNSWICK

COUR DU BANC DE LA
NOUVEAU-BRUNSWICK

DIVISION
DIVISION DE LA FAMILLE

DISTRICT OF _____
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE _____

N: _____
ENTRE : _____

PETITIONER

-and- _____

RESPONDENT

REQU



Le Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick (SPEIJ-NB) est un organisme à but non lucratif dont l'objectif est de fournir des renseignements juridiques aux Néo-Brunswickois. Le SPEIJ-NB bénéficie de l'aide financière et matérielle du ministère de la Justice du Canada, de la Fondation pour l'avancement du droit au Nouveau-Brunswick et du ministère de la Justice et de la consommation du Nouveau-Brunswick.

La recherche originale et la rédaction de la première édition publiée en 1990 sont l'oeuvre de Ginette Thériault, pour le compte du Conseil consultatif sur la condition de la femme au Nouveau-Brunswick (CCCF). Le SPEIJ-NB a été heureux de prendre ce projet en charge en 1998. Le SPEIJ-NB a fait paraître les neuvième et dixième éditions dans lesquelles on trouvait de la documentation mise à jour et des révisions qui tenaient compte des changements dans la procédure et les règles de fond, comme la mise en oeuvre des Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants. De plus, le SPEIJ-NB avait alors révisé le Guide pour en simplifier le langage. Dans le cadre d'un projet spécial, c'est Justice Canada qui a financé la préparation et l'impression de la neuvième édition du Guide. En 2005, Justice Canada a versé une aide financière, dans le cadre de sa Stratégie de justice familiale axée sur l'enfant, pour que le Guide fasse l'objet d'une nouvelle rédaction et d'une mise à jour. Deborah Doherty, Ph.D., et Kelly Buffett, B.B.A., LL.B., ont remanié le contenu pour le rendre plus clair et plus facile à comprendre, et elles ont restructuré le Guide pour en simplifier l'utilisation en rendant plus logique la séquence des étapes. En 2009, le SPEIJ-NB a jugé qu'il était nécessaire de mettre de nouveau le guide à jour. L'onzième édition reflète les diverses modifications importantes des dernières années, ainsi que les formulaires révisés. Nous avons tenté de clarifier davantage les instructions et avons ajouté un tableau intitulé : Étapes à franchir pour obtenir vous-même votre divorce. Les utilisateurs sont ainsi en mesure de réviser les étapes du guide et de s'assurer de ne rien oublier.

Le financement venant en appui à la révision et à l'impression des publications neuf, dix et onze a été offert par Justice Canada. Nous désirons remercier le CCCF qui a produit les éditions antérieures du présent Guide. Nous sommes extrêmement reconnaissants pour l'assistance avec la révision de l'onzième édition aux organisations et individus suivants : les représentants du YWCA de Moncton et du Barreau du Nouveau-Brunswick, aux représentants de Justice Canada et, tout particulièrement, madame la juge Anne D. Wooder ainsi que les membres du personnel des Services du registraire et des Services aux tribunaux du ministère de la Justice et de la consommation du Nouveau-Brunswick à Fredericton et Saint-Jean.

Le présent guide a pour unique objectif de renseigner la population. Il ne contient pas un énoncé exhaustif du droit en matière de divorce; de plus, les lois sont modifiées de temps à autre. Si vous avez besoin de renseignements précis au sujet de votre situation juridique en particulier, vous devriez consulter un avocat.

Publié par le :



**Service public d'éducation
et d'information juridiques
du Nouveau-Brunswick**

Case postale 6000
Fredericton (N.-B.) E3B 5H1
Téléphone : (506) 453-5369
Télécopieur : (506) 462-5193
Courriel : pleisnb@web.ca
www.legal-info-legale.nb.ca

Première édition : Novembre 1990
Neuvième édition : Juin 1998
Dixième édition : Mars 2005
Onzième édition : Mars 2009

ISBN : 978-1-55471-727-9

This publication is also available in English.

Table des matières

Introduction à Obtenir son propre Divorce au Nouveau-Brunswick.....	2
Étapes à franchir pour obtenir vous même votre divorce.....	4
Documents dont vous pourriez avoir besoin.....	5
Conseils sur la préparation de vos documents.....	8
Étape 1 : Préparez votre requête en divorce.....	9
Étape 2 : Déposez la requête et les annexes.....	14
Étape 3 : Faites signifier la requête en divorce et les annexes à votre époux.....	18
Étape 4 : Assemblez le dossier.....	27
Étape 5 : Déposez le dossier.....	36
Étape 6 : Obtenez votre jugement de divorce.....	37
Étape 7 : Obtenez votre certificat de divorce.....	39
Annexes.....	41
Annexe 1 : Requêtes et Affidavit.....	42
Annexe 2 : Les documents que vous devez préparer pour votre dossier (audience du tribunal).....	66
Annexe 3 : L'échec du mariage.....	69
Annexe 4 : Obtenir une copie de votre certificat de mariage.....	72
Annexe 5 : Circonscriptions judiciaires du Nouveau-Brunswick.....	74
Annexe 6 : Changer d'idée ou corriger une erreur	75
Annexe 7 : Préparer et remplir les formules et les documents.....	77
Annexe 8 : Préparez-vous à l'audition	81
Annexe 9 : Publications utiles en droit de la famille.....	82

Introduction à Obtenir son propre divorce

Le présent guide vise à aider les personnes qui le désirent à préparer les documents et à remplir les formules dont elles auront besoin pour obtenir elles-mêmes leur divorce non contesté.

S'il y a échec irrémédiable de votre mariage et si vous songez à vous servir du présent guide pour demander le divorce, veuillez lire les pages qui suivent très attentivement. Vous devriez en premier lieu déterminer si le présent guide convient à votre situation. Vous devriez également vous familiariser avec la démarche, les formules et les documents qui correspondent à votre situation ainsi que les échéances et la procédure applicable au dépôt et à la signification des documents. Si vous et votre époux croyez pouvoir renouer vos liens ou s'il existe une possibilité de vous réconcilier, réfléchissez à la possibilité de rencontrer un conseiller matrimonial. En règle générale, le tribunal doit remettre un divorce s'il existe une possibilité de réconciliation entre les deux époux.

Vous pourriez vous servir du présent guide si :	Nous ne vous conseillons pas de vous servir du présent guide si :
Vous avez réglé toutes les questions de droit de la famille— Vous vous êtes entendu avec votre époux sur les questions qui découlent de votre mariage comme la pension alimentaire, la garde des enfants et la répartition des biens matrimoniaux. Vous trouverez de plus amples renseignements au sujet des questions de droit de la famille que vous devez régler avant d'utiliser le présent guide sous la rubrique Échec du mariage à l'annexe 3 ci jointe.	Vous n'avez pas réglé les questions de droit de la famille comme la pension alimentaire, la garde des enfants et la répartition des biens matrimoniaux.
Votre demande ne sera pas contestée — Vous ne prévoyez pas que votre époux va s'opposer au divorce.	Vous pensez que votre époux va contester le divorce.
La séparation est le motif de l'échec de votre mariage — Vous êtes séparés depuis au moins un an et la séparation est le motif de votre divorce.	Vous désirez invoquer l'adultère ou la cruauté comme motif de divorce. Étant donné qu'il s'agit d'une démarche plus complexe, vous devriez retenir les services d'un avocat (au lieu d'avoir recours à l'un ou l'autre de ces motifs, vous pourriez attendre d'avoir vécu séparément pendant un an, puis vous servir du présent guide pour demander le divorce en invoquant votre année de séparation comme motif).
Vous savez où réside votre époux — Vous savez où se trouve votre époux et vous allez pouvoir lui faire signifier les documents nécessaires par un tiers.	Vous ne savez pas où se trouve votre époux.
Vous résidez au Nouveau-Brunswick— Vous ou votre époux résidez au Nouveau-Brunswick depuis au moins un an avant le dépôt de la requête en divorce.	Vous même et votre époux ne résidez pas au Nouveau-Brunswick depuis au moins un an.

Quand pouvez vous obtenir le divorce?

Pour demander le divorce, vous devez être en mesure de démontrer qu'il y a eu **échec du mariage**. (Pour de plus amples renseignements, consultez l'annexe 3). L'échec du mariage est établi dans les cas suivants :

- les époux ont vécu séparément pendant au moins un an (y compris s'ils ont vécu séparément tout en demeurant sous le même toit); ou
- l'un des époux a commis l'adultère; ou
- l'un des époux a traité l'autre avec une cruauté mentale ou physique qui rend intolérable le maintien de la cohabitation.

Bien que le divorce mette juridiquement fin à la relation matrimoniale et libère les époux des obligations qu'ils ont l'un envers l'autre en raison de leur mariage, aux termes de la *Loi sur le divorce*, le tribunal peut ordonner à un époux de verser un soutien financier à l'autre époux. Cependant, le divorce ne change rien aux droits et aux obligations que les parents ont envers les enfants issus de leur mariage. Les parents continuent d'avoir l'obligation de soutenir financièrement leurs enfants, et ceux-ci continuent d'avoir le droit de demeurer en contact avec chacun de leurs parents. Pour utiliser ce guide, vous devriez d'abord régler toutes vos affaires relatives au droit de la famille.

Est-ce que j'ai besoin d'un avocat?

Si vous répondez aux critères énoncés ci-dessus, vous ne devriez pas avoir besoin d'un avocat pour obtenir votre divorce. Mais s'il survient des complications au cours de la démarche, vous devriez consulter un avocat. Vous auriez également intérêt à demander des conseils à un avocat au sujet de vos droits et de vos intérêts en ce qui concerne la garde des enfants, les droits de visite, la pension alimentaire et la répartition des biens matrimoniaux. Vous pourriez aussi envisager de faire appel à un avocat pour faire examiner vos documents avant de les déposer au greffe du tribunal.

Combien mon divorce me coûtera-t-il?


Si vous vous servez du présent guide, votre divorce devrait vous coûter entre 125 \$ et 225 \$. Les frais incompressibles d'un divorce comprennent le droit de 100 \$ exigé lors du dépôt de la **requête en divorce**, le droit de 10 \$ pour la **délivrance du certificat de mise à jour** et le droit de 7 \$ pour l'obtention du **certificat de divorce**. Si vous recevez de l'aide financière en vertu de la *Loi sur la sécurité du revenu familial* ou dans le cadre du Programme d'aide juridique en droit de la famille, vous êtes dispensé du paiement du droit de dépôt de la requête en divorce.


Voici certains des autres coûts que vous pourriez avoir à assumer :

- l'achat du présent guide;
- les exemplaires des lois applicables;
- les services d'un avocat pour des questions ou des tâches particulières;
- les copies certifiées conformes des certificats de naissance et de mariage;
- l'achat de formules préimprimées (en général 1 \$ au greffe du tribunal);
- les services d'une personne pour dactylographier les formules qui ne sont pas préimprimées;
- les photocopies;
- les services d'une personne pour faire signifier les documents;
- les honoraires du commissaire à la prestation des serments;
- les droits de dépôt exigibles si vos documents sont incomplets;
- les indemnités des témoins.

Étapes à franchir pour obtenir vous même votre divorce


La démarche pour obtenir vous-même votre divorce exige que vous suiviez quelques-unes ou l'ensemble des étapes suivantes. Veuillez lire attentivement le guide en entier avant de préparer et de déposer vos documents. Si vos documents ne sont pas adéquatement préparés, le tribunal vous les retournera. Cela représente du temps et des frais. Veuillez utiliser cette liste de vérification pour vous assurer de suivre correctement les étapes.

 **1^{re} étape :** Préparez votre requête en divorce


 **2^e étape :** Déposez votre requête (ainsi que les frais) au Bureau du registraire

Attendez que le Bureau du registraire vous retourne la requête originale avec un numéro de dossier du greffe.


(Vous devrez également attendre votre certificat de mise à jour, mais vous pouvez tout de même commencer à vous préparer en attendant.)


 **3^e étape :** Faites signifier la requête en divorce et les annexes à votre époux (omettez cette étape si vous présentez une requête conjointe)

Attendez la réponse du répondant (votre époux) avant de répondre.
Tenez compte des délais permis selon l'endroit où réside le répondant.


 **4^e étape :** Assemblez le dossier

Attendez votre certificat de mise à jour – tous sont tenus de l'attendre.

 **5^e étape :** Déposez le dossier (avec l'administrateur du tribunal de la Cour du Banc de la Reine, Division de la Famille, dans VOTRE circonscription judiciaire)

 **6^e étape :** Obtenez votre jugement de divorce.

Attendez l'écoulement de la période d'appel de 30 jours.

 **7^e étape :** Obtenez votre certificat de divorce.

Documents dont vous pourriez avoir besoin

Ce guide offre des exemples de formules, de lettres et de documents dont vous pourriez avoir besoin pour régler votre divorce. La plupart des exemples sont intégrés dans le guide aux endroits appropriés. D'autres se trouvent à l'annexe 1. Prenez note que seules certaines formules sont préimprimées, c'est-à-dire qu'elles sont prêtes à être remplies. Vous devez créer les autres vous-même. Ces exemples devraient vous aider à comprendre comment remplir les formules (zones grisées) ou créer et remplir les lettres et les affidavits nécessaires.

Voir l'annexe 7 pour de plus amples renseignements sur la façon de créer et de remplir les documents.

Modèles de documents dont vous pourriez avoir besoin	Numéro du modèle	Titre du document	Ce que vous devez faire :
	Modèle M.1.1 Page 43 (Annexe 1)	Requête en divorce (formule 72A) Cette formule est préimprimée.	Cette formule se vend 1 \$ au greffe. Étudiez le modèle pour savoir comment remplir la requête à titre de partie requérante unique. Joignez le paiement du droit de dépôt (100 \$) et du certificat de mise à jour (10 \$), le certificat de mariage et tous les renseignements financiers nécessaires.
	Modèle M.1.2 Page 56 (Annexe 1)	Requête conjointe en divorce (formule 72B) Cette formule est préimprimée.	Cette formule se vend 1 \$ au greffe. Étudiez le modèle pour savoir comment remplir la requête conjointe. Joignez le paiement du droit de dépôt (100 \$) et du certificat de mise à jour (10 \$), le certificat de mariage et tous les renseignements financiers nécessaires.
	Modèle M.2 Page 14 (2 ^e étape)	Lettre d'accompagnement des documents Ce document n'est pas une formule.	Dactylographiez cette lettre et joignez la à votre requête en divorce et aux annexes quand vous les déposerez.
	Modèle M.3 Page 23 (3 ^e étape)	Signification personnelle (affidavit de signification – formule 18B) Vous devez rédiger cette formule.	Si vous faites signifier les documents personnellement, vous devez préparer cette formule pour la personne qui s'en chargera. Le modèle indique à celle-ci la façon de remplir l'affidavit qui doit être fait sous serment devant un commissaire à la prestation des serments. Remarque : La partie requérante ne peut signifier la requête. Elle doit être signifiée par un autre adulte.
	Modèle M.4 Page 24 (3 ^e étape)	Signification par courrier recommandé (affidavit de signification – formule 18B) Vous devez rédiger cette formule.	Si vous faites signifier par courrier recommandé, vous devez préparer la formule 18B. Le modèle donne la façon de remplir l'affidavit qui doit être fait sous serment.

Remarque : Chaque formule ou document contient des renseignements hypothétiques qu'on peut aisément distinguer parce qu'ils figurent dans une zone ombrée ou qu'ils paraissent avoir été écrits à la main. Quand vous remplirez vos formules ou rédigerez vos documents, vous devrez bien sûr remplacer ces renseignements hypothétiques par l'information pertinente qui vous concerne. Vous pourrez également trouver les **Règles de procédure** (http://www.gnb.ca/0062/regl/Regle/regle_list.htm) et les **Formules connexes** (http://www.gnb.ca/0062/regl/Form/form_listf.htm) en suivant l'hyperlien **Lois et règlements** dans le site Web du gouvernement du Nouveau-Brunswick (www.gnb.ca).

Modèle M.5 Page 25 (3 ^e étape)	Carte d'accusé de réception (formule 18A) Vous devez rédiger cette formule.	Vous devez préparer cette carte que vous remettrez à la personne qui signifiera les documents à votre époux ou que vous joindrez aux documents envoyés par courrier recommandé ou par messenger.
Modèle M.6 Page 28 (4 ^e étape)	Lettre d'accompagnement du dossier. Ce document n'est pas une formule.	Vous devez rédiger cette lettre d'accompagnement. Le modèle vous indique la façon de procéder soit par affidavit, soit par voie d'audition.
Modèle M.7 Page 29 (4 ^e étape)	Page couverture du dossier Ce document n'est pas une formule.	Vous devez préparer cette page couverture pour votre dossier.
Modèle M.8 Page 30 (4 ^e étape)	Table des matières du dossier Ce document n'est pas une formule.	Vous devez rédiger et joindre une table des matières à votre dossier. The example shows how to list your documents depending on whether you proceed by affidavit evidence or by trial.
Modèle M.9 Page 31 (4 ^e étape)	Certificat de mise en état (preuve par affidavit) Vous devez rédiger cette formule.	Vous devez rédiger cette formule et la remplir avant de la joindre au dossier. Le modèle vous indique comment faire.
Modèle M.10 Page 32 (4 ^e étape)	Demande de divorce (formule 72K) Vous devez rédiger cette formule.	Vous devez rédiger cette formule et la remplir avant de la joindre au dossier. Le modèle vous indique comment faire.
Modèle M.11 Page 34 (4 ^e étape)	Affidavit de la partie requérante (requête en divorce par l'un des époux) Ce document n'est pas une formule.	Il s'agit d'une déclaration écrite dans laquelle vous énoncez des faits que vous jurez ou affirmez être vrais. Le modèle vous donne une idée de la présentation. Consultez la rubrique Renseignements à inclure dans l'affidavit de la partie requérante du présent chapitre pour savoir ce que vous devez déclarer dans votre affidavit. Vous devez signer l'affidavit devant un commissaire à la prestation des serments au plus cinq jours avant de déposer votre dossier.
Modèle M.12 Page 38 (6 ^e étape)	Entente des époux de ne pas interjeter appel (formule 72L) Vous devez rédiger cette formule.	Si vous demandez que votre divorce prenne effet avant l'expiration du délai de 30 jours qui suit le prononcé du jugement, vous devez préparer cette formule et y énoncer les circonstances particulières qui justifient la demande.
Modèle M.13 Page 40 (7 ^e étape)	Lettre de demande de certificat de divorce Ce document n'est pas une formule.	Vous pouvez dactylographier cette lettre afin de demander votre certificat de divorce. Le modèle vous indique comment faire. Vous pouvez aussi présenter une demande à un centre de Service Nouveau-Brunswick ou imprimer le formulaire de demande à partir du site web de SNB.
Modèle M.14 Page 75 (Annexe 6)	Avis de désistement (formule 25A) Vous devez rédiger cette formule.	Si vous changez d'idée et désirez retirer votre requête, vous devez préparer la formule 25A. Le modèle vous indique comment faire.

<p>Modèle M.15 Page 65 (Annexe 1)</p>	<p>Affidavit des parties requérantes (requête conjointe en divorce)</p> <p>Ce document n'est pas une formule.</p>	<p>Il s'agit d'une déclaration écrite dans laquelle vous et votre époux, comme parties requérantes, énoncez des faits que vous jurez ou affirmez être vrais. Signez l'affidavit devant un commissaire à la prestation des serments au plus quatorze jours avant de déposer votre dossier.</p>
<p>Modèle M.16 Page 67 (Annexe 2)</p>	<p>Table des matières du dossier</p> <p>Ce document n'est pas une formule.</p>	<p>Vous devez rédiger et joindre une table des matières à votre dossier.</p>
<p>Modèle M.17 Page 68 (Annexe 2)</p>	<p>Certificat de mise en état (formule 47B)</p> <p>Vous devez rédiger cette formule.</p>	<p>Vous devez rédiger cette formule et la remplir avant de la joindre au dossier.</p>

Conseils sur la préparation de vos documents

- Préparez les actes de procédure avec soin.
- Avant de commencer, lisez les formules en blanc et consultez les modèles.
- Préparez votre requête en vous servant de la formule bilingue (formule 72A), **mais remplissez la formule dans une seule des deux langues** (voir les modèles 1.1 et 1.2, page 43 et 56).
- Tous les documents qui sont destinés au tribunal doivent être rédigés sur du papier blanc.
- D'habitude, on utilise du papier grand format (8½ po x 14 po).
- Utilisez seulement un côté de la page.
- Laissez des **marges** d'environ 4 cm (1½ po) autour de la page.
- Vous devriez **dactylographier** tous les documents à **double interligne** (au moins une ligne et demie).
- Ne vous servez pas de votre écriture courante, mais vous pouvez écrire en lettres moulées si le résultat est soigné et lisible.
- Si vous écrivez en lettres moulées, utilisez un stylo à encre noire ou bleue. Ne vous servez pas d'un crayon.
- Le tribunal peut vous retourner tout document qui n'est pas facile à lire.
- N'oubliez pas de remplir au complet les formules.
- Inscrivez sur tous les autres documents nécessaires le **numéro de dossier** qui a été estampillé sur l'original de votre requête.
- Vous devez **signer** l'original. N'oubliez pas d'écrire clairement votre nom à la machine ou en lettres moulées sous votre signature.
- Faites toujours une copie additionnelle des documents pour vos dossiers.

Étape 1 : Préparez votre requête en divorce

Cette section du guide explique comment préparer votre requête en divorce. Pour ce faire, vous êtes tenu d'effectuer ce qui suit :

- 1.1 Décidez du type de requête en divorce que vous allez présenter**
- 1.2 Obtenez la formule de requête en divorce**
- 1.3 Obenez les documents à rejoindre à votre requête**
(Règle générale : vous devez joindre à votre requête tout document que vous mentionnez.)
- 1.4 Remplissez votre Requête en divorce**

1.1 Décidez du type de requête en divorce que vous allez présenter

Lorsque vous décidez de demander le divorce, vous devez déterminer si un seul des époux va présenter la **Requête en divorce (Formule 72A)** ou si vous allez présenter une **Requête conjointe en divorce** avec votre époux (**Formule 72B**) (si vous êtes en mesure de coopérer pleinement ensemble). Voici ce que vous devez savoir au sujet des requêtes en divorce :

Requête en divorce (par l'un des époux) – Formule 72A

Avec cette méthode, l'un des époux remplit la **Requête en divorce (formule 72A)**. C'est cet époux qui devient la partie requérante. Si vous avez recours à cette façon de procéder, vous devez faire signifier les documents, **par le truchement d'une personne adulte**, à votre époux qui agira comme **partie intimée** dans l'instance. Vous devez ensuite attendre l'écoulement du délai prescrit. Si votre époux répond à votre requête, vous devez demander une audience au tribunal. Vous devriez demander des conseils juridiques.

Si vous n'obtenez pas de réponse, vous pouvez préparer votre dossier y compris votre **affidavit** qui doit être signé et fait sous serment devant un commissaire à la prestation des serments au plus cinq jours avant le dépôt du dossier.

Nota : Peu importe la requête que vous utiliserez, vous DEVREZ attendre le certificat de mise à jour avant de déposer le dossier de l'instance.

Requête conjointe en divorce (par les deux époux) – Formule 72B

S'ils agissent ensemble, les époux doivent remplir la **requête conjointe en divorce (formule 72B)** qu'ils signent tous les deux. Étant donné que vous agissez tous les deux comme **partie requérante**, il est inutile de faire signifier la requête à votre époux et d'attendre sa réponse. Vous pouvez rédiger un affidavit conjoint ou deux affidavits distincts. Vous **devez tous deux prêter serment ou affirmer solennellement** si vous présentez un affidavit conjoint; sinon, vous **devez faire chacun serment ou affirmer solennellement** votre affidavit au plus **14 jours avant le dépôt de votre dossier**. Cette méthode peut vous convenir si vous habitez à proximité l'un de l'autre et si vous pouvez communiquer facilement.

Cette méthode vous évitera la signification, mais elle ne vous fera peut-être pas gagner de temps, car il vous faudra attendre le certificat de mise à jour, ce qui peut prendre quelques semaines. Si vous habitez des provinces ou des villes différentes, vous devrez peut-être faire appel à un service de messagerie pour respecter les échéances.

1.2 Obtenez la formule de requête en divorce

La requête en divorce se trouve dans les *Règles de procédure* (http://www.gnb.ca/0062/regl/Form/form_listf.htm). Vous pouvez obtenir la requête en divorce (formule 72A) ou la requête conjointe en divorce (formule 72B) au greffe de la Division de la famille de la Cour du Banc de la Reine dans votre circonscription judiciaire. Les adresses des greffes de la Cour se trouvent à l'annexe 4. Les formules coûtent 1 \$ chacune. Vous pouvez également commander l'une et l'autre de ces formules à l'adresse suivante :

Services du registraire,
Cour du Banc de la Reine
427, rue Queen, bureau 202, C. P. 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1
Téléphone : (506) 453 2452

1.3 Obtenez les documents à joindre à votre requête

Plusieurs documents doivent être joints à votre requête lorsque vous la déposerez. Vous trouverez ici des explications sur ces documents, sur ceux que chacun doit joindre à sa requête et sur la façon de vous les procurer, au besoin.

- ☐ **Certificat de mariage (obligatoire pour tous)**
Vous devez déposer l'original de votre certificat de mariage. Le certificat qui a été signé le jour de votre mariage ou une copie certifiée conforme par l'administration provinciale compétente constitue l'original de votre certificat de mariage. Il est préférable de NE PAS utiliser le certificat de mariage format de poche, parce que certains tribunaux ne l'acceptent pas.

Vous devez mettre tout en œuvre pour obtenir votre certificat de mariage. Sans votre certificat, un juge peut être dans l'impossibilité de permettre votre divorce. Si vous ne trouvez pas votre certificat de mariage et que vous vous êtes marié au Nouveau-Brunswick, voici comment obtenir un exemplaire original :

Rendez-vous au centre de Service Nouveau-Brunswick de votre région ou écrivez à l'adresse indiquée ci-dessous pour obtenir un formulaire.

Vous pouvez également faire une demande en ligne à l'adresse <https://www.pwx1.snb.ca/snb7001/b/1000/CSS-FOL-35-2262B.pdf>. Veuillez faire parvenir un chèque ou un mandat de 25 \$ libellé à l'ordre de Service Nouveau-Brunswick.

Vous pouvez envoyer vos documents à l'adresse suivante :

Service Nouveau-Brunswick
Statistiques de l'état civil
C. P. 1998
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5G4
Téléphone : (506) 453 2385
Télécopieur : (506) 444-4139

Si vous vous êtes marié dans une autre province canadienne ou à l'extérieur du pays, vous trouverez à l'annexe 4 les renseignements nécessaires pour obtenir votre certificat de mariage.

- ☐ **Entente de séparation et ordonnances du tribunal de la famille**

Vous devez joindre une copie de votre entente de séparation (si vous vous êtes entendus au préalable) et de toute ordonnance rendue précédemment par le tribunal de la famille.

- ☐ **État financier et autres renseignements sur le revenu (formule 72J)**

Dans un certain nombre de situations, l'une ou l'autre des parties – la partie requérante et/ou la partie intimée – sera tenue de déposer son état financier et des renseignements sur son revenu. (Remarque : Si vous déposez un état financier avec votre requête en divorce, vous devez déclarer sous serment que son contenu est véridique devant un commissaire à la prestation des serments.) Généralement, lorsqu'une requête en divorce touche des enfants à charge, vous devez inclure un **État financier (formule 72J)**. En vertu de la *Loi sur le Divorce*, le juge est tenu de s'assurer que vous même et votre époux avez pris les dispositions nécessaires pour soutenir les enfants qui sont issus de votre mariage conformément aux *Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants*.

Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants :

Vous trouverez les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* parmi les règlements de la *Loi sur le divorce* à l'adresse suivante : <http://lois.justice.gc.ca/fr/D-3.4/DORS-97-175/index.html>. Vous pouvez aussi appeler le SPEIJ-NB au 1 888 236 2444 pour recevoir un exemplaire gratuit par la poste.

Le payeur est tenu de joindre les renseignements suivants au sujet de son revenu :

- des copies de vos **déclarations de revenus des trois dernières années d'imposition**;
- des copies de tous vos avis de **cotisation et avis de nouvelle cotisation** des trois dernières années d'imposition;
- une copie de votre plus récent relevé des gains provenant d'un emploi.

Remarque : Si vous vous entendez avec votre époux au sujet des revenus déclarés, il vous suffira de déposer les copies de vos déclarations de revenus, avis de cotisation et avis de nouvelle cotisation de l'année précédente, au lieu des trois années antérieures.

Également, la cour exige que les deux parties soumettent les états financiers lorsque la requête comprend des demandes pour des dépenses spéciales aux termes des Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour les enfants, le partage de biens matrimoniaux sans une entente ou une ordonnance existante de séparation consensuelle ou des demandes de pension alimentaire.

Lignes directrices facultatives en matière de pensions alimentaires pour époux :

Les époux n'ont pas automatiquement droit à la pension alimentaire. Justice Canada a élaboré les Lignes directrices facultatives en matière de pensions alimentaires pour époux en vue d'aider les avocats, les juges et les individus à estimer les pensions alimentaires. Elles ne sont pas obligatoires. Il est possible de consulter ces lignes directrices sur Internet : <http://www.justice.gc.ca/fra/pi/fea-fcy/epo-spo/ldg/spag/index.html>.

Si votre requête comprend ce genre de demandes, lorsque vous préparerez la signification de votre requête en divorce à votre époux, celui-ci devra déposer un état financier auprès du tribunal au cours de la période de temps qui lui est allouée.

*Si votre époux omet de produire son état financier, il vous sera impossible de démontrer au tribunal que vous avez pris des dispositions adéquates en ce qui concerne la pension alimentaire pour vos enfants. Le tribunal va suspendre votre divorce. **Si votre époux refuse de déposer son état financier, vous aurez besoin de l'aide d'un avocat.***

Ne prenez pas de risque :

Même si vous n'êtes pas tenu de produire un état financier et les autres renseignements sur votre revenu, vous auriez intérêt à le faire s'il est question d'une pension alimentaire pour les enfants ou pour l'époux. Si vous avez des enfants, il est préférable de déposer un état financier même quand vous vous êtes entendu avec votre époux au sujet de la pension alimentaire pour les enfants. Ces renseignements pourraient être utiles au juge.

1.4 Remplissez votre requête en divorce

On trouve dans le présent guide les deux modèles suivants de requête en divorce :

- **Modèle M.1.1. Requête en divorce (par l'un des époux) - Formule 72A**
- **Modèle M.1.2. Requête conjointe en divorce (par les deux époux) - Formule 72B**

Voici quelques conseils pour remplir votre requête en divorce :

- Avant de préparer votre requête, **veuillez lire attentivement la page 8, qui contient des conseils sur la préparation de vos documents, et examiner l'Annexe 7.**
- Vous devez remplir la requête bilingue, soit en français, soit en anglais. Lisez la formule avant de commencer. Remplissez seulement un côté de la formule (le français ou l'anglais).

- Laissez l'espace vide concernant le numéro du dossier. À cette étape, vous n'avez pas encore obtenu de numéro de dossier; le registraire appose le numéro de dossier seulement lorsque l'original de la requête en divorce a été déposé.
- Indiquez votre nom au long comme il figure dans le certificat de mariage.
- Indiquez le nom et l'adresse au complet de la partie intimée. Votre époux est la partie intimée.
- Inscrivez la circonscription judiciaire où vous vivez. Votre circonscription judiciaire est l'endroit au Nouveau-Brunswick où l'un des époux réside habituellement. L'un de vous doit avoir résidé au Nouveau-Brunswick pour au moins un an avant la demande en divorce. On compte huit circonscriptions judiciaires au Nouveau-Brunswick. Consultez l'Annexe 5 pour trouver la circonscription judiciaire dans laquelle est situé votre comté.
- **Paragraphe 1 - DEMANDE** — Énoncez très clairement vos demandes. Le paragraphe 1 de la requête doit indiquer précisément tout ce que vous souhaitez que le tribunal inclut dans le jugement de divorce [les paragraphes 1 et 7 doivent être identiques]. Si vous demandez au tribunal de vous accorder la garde ou des droits de visite, décrivez votre demande dans cet espace. Précisez si vous demandez une pension alimentaire pour vous-même ou pour un enfant. Si vous désirez que des dispositions de votre entente de séparation soient incluses dans le jugement de divorce, indiquez-le avec précision. Joignez une copie de l'entente de séparation à la requête en divorce.
- Indiquez la langue (français ou anglais) que vous désirez employer à l'audition, le cas échéant.
- **Paragraphe 3 - RÉCONCILIATION** — Si vous n'avez pas tenté de vous réconcilier avec votre époux, rayez l'alinéa b). Si vous avez fait des tentatives de réconciliation, décrivez les efforts que vous avez déployés.
- **Paragraphe 4 - ÉTAT CIVIL** — Joignez une copie certifiée conforme de votre certificat de mariage. Assurez-vous que les renseignements énoncés dans la requête en divorce sont identiques à ceux que contient le certificat de mariage.
- **Paragraphe 4b** — Inscrivez dans cet espace le nom de famille à la naissance, et non le nom de famille porté pendant un mariage antérieur.
- **Paragraphe 5 - RÉSIDENCE ET RESSORT JUDICIAIRE** — La résidence désigne l'endroit où vous vivez à l'heure actuelle. En vertu de la *Loi sur le divorce*, **vous devez avoir vécu dans la province pendant au moins un an avant de déposer une requête en divorce au Nouveau-Brunswick.**
- **Paragraphe 7 - LES ENFANTS** — Assurez-vous que les arrangements sur le paiement d'aliments prévus à l'alinéa 7k) sont conformes aux Lignes directrices. Il vous suffit d'indiquer le nom des enfants qui sont à votre charge (moins de 19 ans ou d'âge adulte ayant une incapacité ou inscrit à temps plein aux études postsecondaires). Si vous n'êtes pas certain, communiquez avec un avocat pour obtenir des conseils juridiques.
- **Paragraphe 8 - AUTRES PROCÉDURES JUDICIAIRES** — Décrivez toute autre instance que vous ou votre époux auriez entreprise à l'égard de votre mariage ou des enfants issus de celui-ci.
- **Paragraphe 9 - ENTENTES DE SÉPARATION** — Décrivez toute entente de séparation et joignez en une copie.
- **Paragraphe 10 - COLLUSION, PARDON ET CONNIVENCE** — Rayez l'alinéa 10b), puisque le pardon et la connivence ne s'appliquent qu'en cas d'adultère ou de cruauté.
- **Paragraphe 11 - LIEU DU PROCÈS** — Le lieu de l'audition doit correspondre à la circonscription judiciaire que vous indiquez en haut de la requête.
- **Paragraphe 12 - DÉCLARATION DU REQUÉRANT** — Indiquez votre adresse de voirie au long.
- Assurez-vous de remplir tous les parties de la requête. Biffez toutes les parties de la requête qui ne sont pas pertinentes.
- Apposez votre signature et la date à la dernière page de la requête et ajoutez votre adresse sous votre signature. Si vous déposez une requête conjointe, assurez-vous que les deux parties la signent (vous et votre époux) et indiquez vos propres adresses.

- Quand vous signez la requête en divorce, il **N'EST PAS** nécessaire que votre signature soit authentifiée par un commissaire à la prestation des serments. Plus tard au cours de la démarche, quand vous aurez à préparer et à déposer votre dossier, et si vous avez recours à un affidavit de signification vous devrez souscrire ou confirmer votre affidavit devant un commissaire à la prestation des serments. Voir l'annexe 7 pour de plus amples renseignements au sujet des déclarations sous serment.
- Si vous faites mention d'un document, vous devrez le joindre à la requête.
- Vérifiez auprès du personnel des Services du registraire pour savoir s'il y a eu des changements.

Considérez la possibilité de soumettre votre requête à un avocat afin qu'il la révise avant de la déposer.

Vous ne devez pas déposer votre requête seulement lorsque vous aurez tous les documents que vous devez y joindre.

Étape 2 : Déposez la requête et les annexes

Cette section du guide explique comment réunir tous vos documents et déposer votre requête en divorce. Pour ce faire, vous êtes tenu d'effectuer ce qui suit :

- 2.1 Préparez une lettre d'accompagnement et une enveloppe grand format pré-adressée**
- 2.2 Photocopiez tous vos documents**
- 2.3 Obtenez les chèques ou les mandats pour payer les droits**
- 2.4 Préparez tous les droits et les documents nécessaires**
- 2.5 Déposez vos documents**

2.1 Rédigez une lettre d'accompagnement et préparez une enveloppe grand format pré adressée

Voici le modèle de la lettre d'accompagnement. Il est recommandé d'indiquer un numéro de téléphone de jour afin que le Bureau du registraire puisse vous joindre pour toute question.

Modèle M.2 : Lettre d'accompagnement des documents

2, rue des Peupliers
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 1A1
Le 15 janvier 2005

Registraire de la Cour du Banc de la Reine
C. P. 6000

Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1

(si la livraison est faite en main propre : Palais de justice, 427, rue Queen, bureau 202)

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci joints l'original et une copie de ma requête en divorce. J'y ai annexé (énumérez les documents joints) ainsi que deux chèques (ou mandats) pour payer le droit de dépôt et le coût du certificat de mise à jour.

Veuillez me renvoyer les documents à l'adresse mentionnée ci dessus. Si vous avez besoin de communiquer avec moi au sujet de ma requête, il est possible de me joindre en journée au 555-1234.

Marie Cormier
Marie Cormier

p. j.

Nota : Si vous déposez une requête conjointe, révissez la formulation afin d'indiquer que vous déposez une requête conjointe en divorce.

2.2 Photocopiez tous vos documents

Faites une photocopie des documents suivants :

- votre requête en divorce;
- votre certificat de mariage;
- votre entente de séparation, le cas échéant;
- votre état financier et les renseignements sur votre revenu si vous les avez.

Assurez-vous d'avoir l'original et une photocopie de chacun des documents. Le greffe n'acceptera pas deux originaux du même document. C'est une bonne idée de faire des copies supplémentaires de chacun des documents pour vos dossiers.

Vérifiez attentivement vos copies. Assurez-vous que chaque copie contient toutes les pages qui se trouvent dans la version originale. Vous devez avoir le certificat de mariage original. Assurez-vous que les copies sont lisibles. Assurez-vous qu'aucune partie de texte ne soit omise sur les copies. Vous devez avoir deux exemplaires identiques.

2.3 Obtenez les chèques ou les mandats pour payer les droits

Vous devrez acquitter les deux droits ci dessous lorsque vous déposerez vos documents :

- Droit de 100 \$ pour le dépôt de la requête.

Pour payer le droit de dépôt, vous aurez besoin d'un chèque certifié par une banque ou d'un mandat du bureau de poste. La banque et le bureau de poste peuvent exiger des frais de service en sus du montant de 100 \$. Libellez le chèque certifié ou le mandat à l'ordre du **MINISTRE DES FINANCES**. Si vous déposez les documents en personne, vous pouvez payer comptant, par carte de crédit, par carte de débit ou par mandat.

- Droit de 10 \$ pour le certificat de mise à jour du Bureau d'enregistrement des actions en divorce à Ottawa.

Vous pouvez payer le droit de 10 \$ au moyen d'un chèque ordinaire fait à l'ordre du **RECEVEUR GÉNÉRAL DU CANADA**. Le Bureau d'enregistrement des actions en divorce vous délivrera un certificat de mise à jour. Il peut s'écouler plusieurs semaines avant que vous receviez le certificat de mise à jour. N'oubliez pas que votre certificat de mise à jour **N'EST PAS** votre divorce. Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur le certificat de mise à jour (voir Annexe 7, page 77)

Remarque sur la renonciation aux droits :
Le registraire renoncera à percevoir les droits pour le dépôt de la requête et l'obtention du certificat de mise à jour si la personne peut produire une déclaration écrite de son travailleur social attestant qu'elle reçoit de l'aide au revenu.

2.4 Préparez tous les droits et les documents nécessaires

Une fois que vous les aurez préparés, vous pourrez déposer tous les documents suivants :

- Tous les originaux des documents (l'original du certificat de mariage, de l'entente de séparation ainsi que de l'état financier et des renseignements sur le revenu);
- Une série de photocopies des originaux de tous les documents;
- Une lettre d'accompagnement (voir le modèle M.2) et une enveloppe grand format (8½ x 14) pré adressée;
- Un chèque certifié ou un mandat de 100 \$ pour payer le droit de dépôt;
- Un chèque ou un mandat de 10 \$ pour payer le certificat de mise à jour;

2.5 Déposez vos documents

Vous êtes maintenant prêt à déposer votre requête. Déposez vous-même vos documents au Bureau du registraire du palais de justice, 427, rue Queen, bureau 202, à Fredericton.

Ou vous pouvez envoyer vos documents à l'adresse suivante :

Registraire adjoint de la Cour du Banc de la Reine
Palais de Justice, bureau 202
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1
Téléphone : (506) 453 2452

Remarque : Si vous avez pris de l'avance dans la lecture du présent guide, sachez que le dépôt de votre requête est différent du dépôt de votre dossier. En effet, le dossier est déposé plus tard au cours du processus.

Si vous changez d'idée : Si vous changez d'idée après avoir déposé votre requête et que vous souhaitez mettre fin à l'instance, ou si vous désirez corriger une erreur dans un document, consultez l'Annexe 6 page 75 pour savoir quoi faire à ce sujet.

Attendez que le Bureau du registraire vous retourne la requête originale et les documents

Après avoir déposé votre requête, vous devez attendre que le Bureau du registraire vous fasse parvenir :

- L'**original** de votre **requête en divorce** et les annexes, qui auront maintenant un sceau du tribunal et votre numéro de dossier (vous devez avoir votre numéro de dossier pour signifier votre requête à votre époux);
- Le **Certificat de mise à jour** (ce qui prendra de six à huit semaines. Vous n'en avez pas besoin pour signifier votre requête en divorce à votre époux, mais vous **DEVEZ** l'avoir pour déposer votre dossier.)

L'original de la requête en divorce et les annexes

Quand vous déposerez vos documents, le registraire adjoint apposera sa signature, son estampille et le **numéro de dossier** sur l'original de la requête en divorce. Le **numéro de dossier** est très important. C'est le moyen qu'utilise le tribunal pour distinguer les dossiers. Vous devrez indiquer ce numéro de dossier sur **tous** les documents que vous déposerez ultérieurement dans le cadre de votre instance en divorce. Seul l'intitulé des documents changera. Avant de passer à la prochaine étape visant à faire signifier votre requête à votre époux, vous devez attendre que le greffe vous remette votre série de documents originaux. Le greffe conservera la série de photocopies.

Une fois que le registraire vous a remis l'original de votre requête en divorce, vous pouvez la faire signifier à votre époux. Vous **DEVEZ** faire signifier les documents à votre époux **dans les six mois** qui suivent leur dépôt.

Le certificat de mise à jour

Le registraire adjoint vous fera parvenir votre **certificat de mise à jour** lorsqu'il l'aura reçu. On doit compter en général de six semaines à trois mois. Il n'est pas nécessaire que vous attendiez d'obtenir votre **certificat de mise à jour** avant de faire signifier les documents à votre époux – étape 3. Mais vous devrez avoir le **certificat de mise à jour** pour préparer votre **dossier** (voir l'étape 4). Si vous présentez une **requête conjointe**, vous êtes tous les deux parties requérantes et vous n'avez pas à signifier votre requête. Vous pourrez omettre l'étape 3, et passer à la préparation de votre dossier de l'instance (étape 4) mais vous devrez quand même attendre votre **certificat de mise à jour** avant de déposer votre **dossier**. Voir l'Annexe 7, *Qu'est-ce que le certificat de mise à jour?*

Vous pouvez vous renseigner sur l'état de votre demande de certificat de mise à jour en écrivant à l'adresse suivante :

Services d'aide au droit familial
Bureau d'enregistrement des actions en divorce
284, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0H8
Téléphone : 613-957-4519

Une fois que vous aurez obtenu votre **certificat de mise à jour** et que le registraire vous aura remis l'**original de votre requête** avec un numéro de dossier de la Cour, **conservez le tout en lieu sûr.**

Étape 3: Faites signifier la requête en divorce et les annexes à votre époux et attendez sa réponse

Cette section du guide explique :

- 3.1** **Faites signifier la requête en divorce et les annexes**
- 3.2** **Modes de signification**
- 3.3** **Exigences pour la preuve de signification pour la signification personnelle et la signification par courrier recommandé ou par messenger**
- 3.4** **Signification à l'extérieur du Nouveau-Brunswick**
- 3.5** **Affidavit de signification pour la signification personnelle**
- 3.6** **Affidavit de signification pour la signification par courrier recommandé or par messenger**

3.1 Faites signifier la requête en divorce et les annexes

Quand le registraire vous aura remis l'original de vos documents et des annexes, vous serez prêt à les faire signifier à votre époux. N'oubliez pas que vous devrez faire signifier votre requête dans les six mois qui suivent la date de sa réception au bureau du registraire adjoint. Si vous laissez écouler plus de six mois, vous aurez besoin de vous adresser au tribunal pour demander une prolongation du délai prescrit pour faire signifier les documents. La façon de demander une prolongation est expliquée à la fin de la présente étape.

Quand vous êtes prêt à passer à l'étape 3, vous devrez d'abord faire **deux autres séries de copies** de tous vos documents. Vous ferez signifier l'une des séries de copies à votre époux et vous conserverez l'autre. Si vous présentez une requête conjointe, vous pouvez passer à l'étape suivante. Étant donné que vous êtes tous deux requérants, il est superflu de faire signifier les documents.

Que devez-vous savoir au sujet de la signification des documents

Vous pouvez faire signifier les documents de plusieurs façons. Vous pouvez choisir le mode de signification qui vous convient le mieux. Mais peu importe le mode pour lequel vous optez, vous devez obtenir une **preuve de signification**. Le tribunal exigera la preuve que votre époux a reçu une copie de la requête en divorce et a eu l'occasion d'y répondre. Vous devez donc choisir un mode de signification qui vous permettra de prouver que les documents ont bien été remis à votre époux.

Qu'entend-on par « signifier » des documents?

Lorsqu'une personne remet les documents à votre époux et que celui-ci les accepte, on dit alors que les documents lui ont été signifiés. Vous devez prévenir votre époux que vous demandez le divorce. Votre époux doit recevoir des copies des documents. **Vous ne pouvez pas remettre en main propre ou envoyer par la poste les documents à votre époux. Un autre adulte doit lui signifier les documents.**

3.2 Modes de signification

Choisissez l'un des modes suivants pour signifier vos documents à votre époux :

A. Signification personnelle

La signification personnelle est l'une des meilleures méthodes. Elle désigne le fait pour un tiers (la personne qui effectue la signification) de livrer les documents en main propre à votre époux. **Vous ne pouvez pas le faire vous même.** Si vous avez recours à ce mode, vous devrez préparer un **affidavit de signification** (formule 18B) et le remettre à la personne qui effectue la signification. Pour faire signifier personnellement vos documents, vous pouvez :

- retenir les services d'une **entreprise privée** qui signifiera les documents à votre place; les entreprises de ce secteur font appel à des spécialistes expérimentés qui savent comment signifier des documents et offrir la preuve de la signification;
- demander à un **ami** ou à un **membre de votre parenté** qui est âgé d'au moins 19 ans de signifier les documents; votre ami ou votre parent deviendra alors la personne qui effectue la signification, et vous devrez **préparer vos documents à son intention de la façon décrite ci dessous.**

Qu'est-ce que l'affidavit de signification?

L'affidavit de signification est une déclaration écrite faite sous serment (signée devant un commissaire à la prestation des serments) dans laquelle la personne qui a effectué la signification atteste avoir signifié les documents annexés à la partie intimée à la date et à un endroit précis.

B. Signification par courrier recommandé ou par messenger

Vous pouvez aussi demander à quelqu'un (la **personne qui effectue la signification**) de signifier les documents au moyen du service de courrier recommandé qu'offre le bureau de poste ou d'un service de messagerie. Vous avez besoin d'un affidavit de signification avec cette méthode également. (Voir Modèle M.4, page 24)

C. Signification indirecte

Si vous ne parvenez pas à trouver votre époux, il vous sera impossible de lui signifier les documents de l'une ou l'autre des façons décrites ci dessus. Vous devrez donc demander au tribunal de rendre un jugement autorisant la signification indirecte. Si le tribunal constate que la signification personnelle est difficilement réalisable, il peut rendre une ordonnance vous autorisant à signifier les documents d'une autre façon (par la voie des journaux ou par un parent de votre époux, par exemple) ou vous dispensant de l'obligation de les faire signifier.

S'il vous faut avoir recours à ce mode de signification, vous devrez faire appel aux services d'un avocat.

*Remarque : Vous ne pouvez **pas** envoyer vos documents par télécopieur à votre époux. Cependant, si votre époux est représenté par un avocat qui accepte la signification des documents, les documents peuvent lui être télécopiés par un adulte autre que vous.*

Obtenir une prolongation du délai imparti pour la signification

Vous avez seulement **SIX MOIS** après avoir déposé les documents pour les faire signifier à votre époux (la partie intimée). Si vous n'avez pas signifié les documents dans les six mois qui suivent la date à laquelle vous avez déposé votre requête, vous devrez demander une prolongation du délai qui vous était imparti. Si vous pensez que vous allez avoir besoin d'une prolongation, n'attendez pas que le délai soit écoulé pour entamer les démarches nécessaires. Si vous êtes dans cette situation, vous aurez besoin des services d'un avocat qui devra présenter une motion au tribunal.

3.3 Exigences pour la preuve de signification pour la signification personnelle et la signification par courrier recommandé ou par messenger

Signification personnelle	Signification par courrier recommandé ou par messenger
<p>Documents que la partie requérante doit préparer pour remettre à la personne qui effectuera la signification</p>	<p>1) L'original de la requête en divorce, du certificat de mariage, de l'entente de séparation et de tous les autres documents que vous avez déposés; il s'agit de la même série d'originaux que le tribunal vous a remis avec un numéro de dossier lorsque vous avez déposé la série de photocopies. Inscrivez la lettre A dans la partie supérieure de l'original de votre requête.</p> <p>2) Une copie de la requête en divorce et des autres documents; il s'agit de la série de photocopies que vous avez faite après que le Bureau du registraire vous a remis l'original des documents. C'est cette série de documents qui sera remise à votre époux.</p> <p>3. L'affidavit de signification (formule 18B) que vous devrez préparer si la personne qui effectue la signification est un ami ou un membre de votre parenté. Laissez en blanc les espaces qui doivent être remplis par la personne qui effectue la signification (voir le modèle M.3 - page 23 Signification personnelle). Mais vous pouvez entrer aux endroits pertinents l'intitulé de la cause, la circonscription judiciaire et les autres renseignements de cette nature.</p>
<p>Responsabilité de la partie requérante</p>	<p>Indiquez à la personne qui effectue la signification l'endroit où elle pourra trouver votre époux. Donnez lui l'adresse de votre époux à son domicile et à son travail.</p>
<p>Responsabilité de la personne qui effectue la signification</p>	<p>Demandez à la personne qui effectue la signification de faire parvenir ces documents par courrier recommandé ou par messenger à votre époux. Écrivez « Personnel et confidentiel » sur l'enveloppe de sorte que personne d'autre que votre époux ne puisse la retirer.</p>
<p>1) L'original de la requête en divorce et tous les annexes</p> <p>2) Une copie de la requête en divorce et des autres documents. Il s'agit de la série de photocopies que vous avez faite après que le Bureau du registraire vous a remis l'original des documents. Il s'agit de l'ensemble des documents qui seront signifiés à votre époux.</p> <p>3) Un affidavit de signification (formule 18B) voir le modèle M.4- Signification par courrier recommandé ou par messenger.</p> <p>4) La carte d'accusé de réception (formule 18A) que votre époux devra renvoyer à l'expéditeur comme preuve de la signification (voir le modèle M.5-page 25).</p> <p>5) Une enveloppe pré adressée et pré affranchie que votre époux pourra utiliser pour renvoyer la carte d'accusé de réception à la personne qui a effectué la signification (facultatif).</p>	<p>Lorsque la personne qui effectue la signification utilise le service de courrier recommandé de Postes Canada, la personne qui effectue la signification doit demander une confirmation que Postes Canada a reçu l'envoi que la personne qui effectue la signification a expédié et que celui-ci est arrivé à destination.</p> <p>La personne qui effectue la signification peut trouver le nom de la personne qui a signé pour retirer l'envoi ainsi que la date de la livraison en appelant au 1 888 550 6333 (sous réserve des restrictions applicables). Postes Canada peut vous faire parvenir un exemplaire de la signature par télécopieur. Vous pouvez voir la reproduction de la signature en vous rendant en direct à l'adresse suivante :</p> <p>https://cal.postescanada.ca/emo/basicPin.do?language=fr</p>

Signification personnelle

Signification par courrier recommandé ou par messenger

Responsabilité de la personne qui effectue la signification après avoir signifié les documents	<p>Remplir les espaces en blanc de l'affidavit de signification (voir le modèle 3) et agraffer celui-ci à l'original de la requête et des documents annexés.</p> <p>Présentez l'affidavit à un commissaire à la prestation des serments et jurez ou affirmez solennellement que son contenu est véridique et signez-le devant lui. Le commissaire à la prestation des serments signera après avoir vu la personne qui a signifié les documents le signer. Le commissaire à la prestation des serments doit également signer et dater la requête originale jointe et marquée d'un "A".</p> <p>Vous remettre l'original de la requête en divorce, des autres documents et de l'affidavit de signification. L'affidavit de signification montre que votre époux a bien reçu les documents. Ne pas faire dégrafer l'affidavit.</p>	<p>Lorsque la personne qui effectue la signification reçoit la carte d'accusé de réception ou le récépissé du bureau de poste, elle doit :</p> <p>Écrire "B" dessus.</p> <p>Remplir les espaces laissés en blanc de l'affidavit de signification;</p> <p>Présenter l'affidavit de signification et la carte d'accusé de réception ou le récépissé du bureau de poste à un commissaire à la prestation des serments et y apposer sa signature en présence de celui-ci. Le commissaire à la prestation des serments doit également signer et dater l'affidavit de signification ainsi que la requête jointe et marquée d'un "A" et la carte d'accusé de réception jointe et marquée d'un "B".</p> <p>Vous devez remettre l'original des documents et de l'affidavit de signification. [Nota : la carte d'accusé de réception ou le récépissé du bureau de poste ne constitue pas une preuve suffisante sans l'affidavit de signification]</p>
Si votre époux n'est pas chez lui / N'accepte pas les documents	<p>Si votre époux ne se trouve pas à son lieu de résidence, la personne qui effectue la signification peut laisser une copie des documents, dans une enveloppe scellée adressée à votre époux, à toute personne majeure qui semble habiter le même logement.</p> <p>La personne qui effectue la signification doit ensuite envoyer une autre copie des documents par poste affranchie à votre époux à son lieu de résidence le même jour ou le lendemain.</p> <p>Si votre époux tente d'esquiver la personne qui effectue la signification, vous devriez communiquer avec un avocat.</p>	<p>Si votre époux ne vous renvoie pas la carte d'accusé de réception, Postes Canada devrait être en mesure de vous fournir les renseignements dont vous aurez besoin pour établir que votre époux a bien reçu signification des documents. S'il le faut, il est également possible d'obtenir de Postes Canada une copie sur papier de la signature en payant les frais exigibles.</p>
Pour et contre	<p>Il est possible de faire appel à un ami ou à un professionnel de la signification de documents :</p> <p>Pour trouver une entreprise privée qui fait la signification de documents, cherchez dans les pages jaunes sous la rubrique Huissiers de justice ou consultez le site Web suivant (en anglais) : www.CanadianProcessServing.com</p>	<p>L'envoi par courrier recommandé coûte quelques dollars, et vous devrez acquitter des frais supplémentaires si vous désirez obtenir la copie sur papier de la signature de la partie intimée.</p> <p>Si vous faites affaire avec un service de messagerie, vous devrez utiliser la carte d'accusé de réception, car certains de ces services acceptent de livrer des envois sans obtenir en retour la signature du destinataire.</p>

3.4 Signification à l'extérieur du Nouveau-Brunswick

Si votre époux n'est pas au Nouveau-Brunswick, vous pourrez lui faire signifier la requête et les autres documents à l'endroit où il se trouve à l'extérieur de la province. Beaucoup d'huissiers de justice expérimentés peuvent signifier des documents à l'extérieur du Nouveau-Brunswick. Vous n'avez pas besoin de l'autorisation du tribunal pour faire signifier des documents à l'extérieur de la province. La preuve de signification s'obtient de la même façon qu'au Nouveau-Brunswick, c'est à dire au moyen de l'affidavit de signification de la personne qui a signifié les documents ou de la carte d'accusé de réception que votre époux signe et remet à la personne qui effectue la signification. Si la personne à laquelle vous avez confié la signification a eu recours au courrier recommandé de Postes Canada, la copie de la signature obtenue par Postes Canada constituera votre preuve de signification.

Si votre époux se trouve à l'extérieur du Nouveau-Brunswick et refuse de recevoir signification des documents, il a la possibilité de s'adresser au tribunal pour présenter une motion en annulation de la signification. Le délai qui lui est imparti pour se prévaloir de cette possibilité est celui dont il dispose pour répondre à la requête, c'est à dire 30 jours s'il se trouve ailleurs au Canada ou aux États-Unis ou 60 jours s'il se trouve ailleurs dans le monde. Si cette situation se présente, vous devriez consulter un avocat.

3.5 Affidavit de signification pour la signification personnelle

Modèle M.3 : Signification personnelle

N° de dossier : 1301-0000

COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE MONCTON

ENTRE :

Marie Cormier
PARTIE REQUÉRANTE
- et -
Robert Cormier
PARTIE INTIMÉE

AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION ¹ (FORMULE 18B)

Je soussignée, Jeanne Jolin, de la municipalité de Moncton, comté de Westmorland, province du Nouveau-Brunswick, enseignante, DÉCLARE SOUS SERMENT CE QUI SUIT :

1. Le _____ 20____, j'ai signifié à la partie intimée le document joint aux présentes sous la cote A en lui remettant une copie dudit document au 57, rue des Lilas, à Moncton, Nouveau-Brunswick. ²
2. J'ai pu identifier l'intimé par le fait que [je le connais personnellement ou l'intimé a admis être Robert Cormier, époux de Marie Cormier. L'intimé m'a présenté son permis de conduire du Nouveau-Brunswick établi au nom de Robert Cormier, portant le numéro 777777 ainsi que la signature de l'intimé, qui est identique à celle figurant à l'endos de l'original de la requête en divorce.] ³

FAIT SOUS SERMENT devant moi à
_____, comté de Westmorland,
province du Nouveau-Brunswick,
le _____ 20_____.

Jeanne Jolin

Commissaire à la prestation des serments⁴

Avocat

ou

Ma commission se termine le :

(Mois, jour, année)

Jeanne Jolin

¹ Ne préparez pas cette formule si vous déposez une requête conjointe.

² Joignez une copie de la requête et des documents. Inscrivez la lettre A sur la copie de la requête. Le commissaire à la prestation des serments devra apposer ses initiales vis à vis la lettre A.

³ La personne qui a effectué la signification doit décrire la méthode d'identification qu'elle a employée.

⁴ Écrivez le nom du commissaire à la prestation des serments en lettres moulées sous la ligne.

Modèle M.4 : Signification par courrier recommandé

N° de dossier : 1301-0000

**COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE MONCTON**

ENTRE :

**Marie Cormier
PARTIE REQUÉRANTE
- et -
Robert Cormier
PARTIE INTIMÉE**

AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION⁵ (FORMULE 18B)

Je soussignée, **Jeanne Jolin**, de la municipalité de **Moncton**, comté de **Westmorland**, province du Nouveau-Brunswick, **enseignante**, DÉCLARE SOUS SERMENT CE QUI SUIT :

1. Le _____ 20____, j'ai signifié à la partie intimée une copie de la requête en divorce (formule 72A) jointe aux présentes sous la cote A ainsi que les documents annexés en envoyant une copie desdits documents [ainsi qu'une carte d'accusé de réception]⁶ par courrier recommandé à l'attention de la partie intimée au **57, rue des Lilas, à Moncton, Nouveau-Brunswick**, soit sa dernière adresse connue.
2. Le _____ 20____, j'ai reçu [l'accusé de réception ou le récépissé du service des postes] joint aux présentes sous la cote B qui m'a été renvoyé et qui porte une signature qui semble être celle de la partie intimée.⁷

FAIT SOUS SERMENT devant moi à
_____, comté de **Westmorland**,
province du Nouveau-Brunswick,
le _____ 20_____.

Jeanne Jolin

Commissaire à la prestation des serments⁸
Avocat
ou
Ma commission se termine le :
(Mois, jour, année)

Jeanne Jolin

⁵ Ne préparez pas cette formule si vous déposez une requête conjointe.

⁶ Si vous utilisez une carte d'accusé de réception, vous devez ajouter les mots entre crochets.

⁷ Joignez une copie de la requête et des documents. Inscrivez la lettre A sur la copie de la requête. Joignez également la carte d'accusé de réception ou le récépissé des postes. Inscrivez la lettre B sur la carte ou le récépissé. Le commissaire à la prestation des serments devra apposer ses initiales vis à vis les lettres A et B sur les documents annexés.

⁸ Écrivez le nom du commissaire à la prestation des serments en lettres moulées sous la ligne.

Modèle M.5 : Carte d'accusé de réception (formule 18A)

N° de dossier : 1301-0000

COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE MONCTON

ENTRE :

Marie Cormier
PARTIE REQUÉRANTE
- et -
Robert Cormier
PARTIE INTIMÉE

CARTE D'ACCUSÉ DE RÉCEPTION⁹ (FORMULE 18A)

DESTINATAIRE : Robert Cormier

Les documents joints à la présente carte vous sont signifiés par la poste, conformément aux *Règles de procédure*.

Vous DEVEZ remplir et signer l'accusé de réception ci dessous et poster la présente carte dans les 3 jours qui suivent sa réception, à défaut de quoi vous pourriez être tenu de payer les frais du shérif ou de quiconque effectuera la signification à personne.

Accusé de réception

J'accuse réception, par les présentes, des documents suivants qui m'ont été remis le
_____ 20_____ :

- a) une copie de la requête en divorce et des documents annexés;
- b) un état financier (le cas échéant).

Robert Cormier

⁹ Écrivez votre adresse au complet à l'endos de la carte d'accusé de réception avant de la glisser dans l'enveloppe avec la requête et de mettre le tout à la poste.

Attendez la réponse du répondant (votre époux)

Après que les documents ont été signifiés, vous pouvez commencer à préparer certains des documents dont vous aurez besoin pour votre dossier de l'instance. Cependant, avant de déposer votre dossier de l'instance, vous devez attendre deux choses :

- **Certificat de mise à jour :** Vous pouvez commencer à préparer votre dossier sans votre certificat de mise à jour, mais tous sont tenus d'attendre le certificat de mise à jour avant de déposer le dossier.
- **La réponse, le cas échéant :** Vous devez attendre la durée de temps nécessaire pour que votre époux (le répondant) signifie et dépose une réponse à la requête. Si vous et votre époux avez déposé une requête conjointe, il n'y a pas eu de signification de documents étant donné qu'il n'y a pas de répondant.

La durée de l'attente varie ...

La période d'attente varie selon l'endroit où vos documents ont été signifiés à votre époux – voir le tableau ci-dessous :

Lieu où votre époux a été signifié	Période d'attente pour obtenir la réponse de l'époux
Au Nouveau-Brunswick	dans les 20 jours après la signification des documents
Ailleurs au Canada ou aux États-Unis	dans les 30 jours après la signification des documents
Ailleurs dans le monde	dans les 60 jours après la signification des documents

Ce qui se passe ensuite dépend si votre époux répond ou non à votre requête.

Si votre époux répond à votre requête, obtenez un avis juridique.	Si votre époux NE RÉPOND PAS à votre requête, continuez vos démarches.
La réponse équivaut à la défense dans une instance en divorce. Votre époux a pris la peine de produire une réponse parce qu'il n'est pas d'accord avec un élément de votre requête en divorce. Si votre époux vous fait signifier une réponse, vous devriez consulter un avocat. Vous devriez également consulter un avocat sans délai si vous vous faites signifier une réponse ou une contre-requête (formule 72F)*.	Si votre époux ne produit pas sa réponse dans le délai qui lui est imparti, cela signifie qu'il ne s'oppose pas au divorce. Vous pourrez donc passer à la prochaine étape. Vous pourrez aussi passer à la prochaine étape et obtenir votre divorce même si votre époux vous fait signifier un état financier ou des renseignements sur son revenu, mais sans réponse.

***Remarque :** Votre époux peut plutôt choisir de vous faire signifier un **avis d'intention de présenter une défense** (formule 20A) dans le délai dont il dispose. Après avoir donné cet avis, il aura dix jours en sus du délai qui lui était déjà imparti pour déposer et faire signifier sa réponse. Vous devriez obtenir des conseils juridiques.

Si, après que vous avez attendu la période de temps appropriée, votre époux ne répond pas à votre requête, cela signifie que votre époux ne s'oppose pas au divorce. Vous pouvez maintenant déposer votre dossier. Rappelez-vous que même si votre époux ne conteste pas le divorce, si vous avez demandé une pension alimentaire pour enfants, il est tenu de vous faire signifier un **état financier et les renseignements sur le revenu** qui sont exigés par les *Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants*. Si vous demandez une pension alimentaire pour vous-même, votre époux devra vous faire signifier un **état financier**.

Étape 4: Préparez votre dossier

Cette section du guide explique comment préparer tous les documents dont vous avez besoin pour inclure dans votre dossier si vous procédez au moyen d'une preuve présentée par affidavit :

- 4.1 La lettre d'accompagnement (voir le modèle M.6, page 28)
- 4.2 La page couverture du dossier (voir le modèle M.7, page 29– l'examen de la demande)
- 4.3 La table des matières qui donne la liste de tous les documents que contient le dossier; vous devez numéroter les documents et en indiquer les numéros dans la table des matières (voir le modèle M.8, page 30)
- 4.4 Le certificat de mise en état (formule 47B) que vous devez préparer en apportant les modifications nécessaires à la formule afin qu'elle corresponde à votre situation (voir le modèle M.9, page 31, si vous procédez par affidavit)
- 4.5 La demande de divorce (formule 72K) que vous devez remplir si vous désirez procéder par affidavit, plutôt que par voie d'audition devant le tribunal (voir le modèle M.10, page 32)
- 4.6 Le certificat de mise à jour (la copie certifiée conforme que vous avez reçue du registraire)
- 4.7 L'affidavit de signification (et la carte d'accusé de réception si les documents ont été signifiés par la poste ou par messenger) **Remarque : Vous devez avoir la preuve de signification.** La preuve de signification doit être jointe au recto de l'original de la requête en divorce.
- 4.8 L'original de la requête en divorce et des documents annexés que vous devez y joindre (le certificat de mariage et, au besoin, les états financiers et les autres renseignements sur le revenu ainsi que l'entente de séparation ou l'ordonnance du tribunal de la famille si vous en avez une); joignez aussi toute requête amendée.
- 4.9 L'affidavit de la partie requérante auquel d'autres documents peuvent être joints.
Remarque : Votre affidavit doit être fait (signé) sous serment devant un commissaire à la prestation des serments, au plus cinq jours avant le dépôt de votre dossier. Si vous présentez une requête conjointe, vous devez faire votre affidavit sous serment au plus 14 jours avant de déposer votre dossier.

Remarque : La plupart des documents que vous devez préparer pour constituer votre dossier **NE SONT PAS de formules préimprimées**. En fait, il n'existe même pas de formule pour votre affidavit. Il s'agit d'une déclaration par écrit énonçant des faits que vous jurez ou affirmez solennellement être vrais. Pour préparer votre dossier, vous devrez produire tous les documents nécessaires. La plupart sont très courts. Voici des modèles de chacune des formules dont vous aurez besoin. Vous devez entrer les renseignements qui vous concernent dans les parties ombrées des modèles. Vous devriez examiner ces formules très attentivement afin de vous assurer de préparer tous vos documents correctement. **(Pour des renseignements au sujet du dépôt d'un dossier de l'instance pour une audience du tribunal, voir l'annexe 2 à la fin du présent guide.)**

4.1 La lettre d'accompagnement du dossier

Le dossier est une liasse qui contient tous les documents pertinents dont le tribunal doit prendre connaissance. Il prouve au tribunal que vous avez franchi toutes les étapes de l'instance en divorce. Vous devez décider si vous procédez par voie d'une preuve par affidavit ou d'une audience du tribunal.

Modèle M.6 : Lettre d'accompagnement du dossier

2, rue des Peupliers
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 1A1

Le _____ 20__

Administrateur du tribunal
Cour du Banc de la Reine
Division de la famille
Circonscription judiciaire de Moncton

Objet : Marie Cormier et Robert Cormier

N° de dossier : 1301 0000

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci joint le dossier de l'instance dans l'affaire susmentionnée, qui vous est envoyé afin que le tribunal procède à l'examen de la demande de divorce.¹⁰

Vous remerciant de votre collaboration, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Marie Cormier

Marie Cormier

p. j.

¹⁰ Si vous procédez par voie d'audition, remplacez les mots en caractères gras par « fixer la date de l'audition ».

4.2 La page couverture du dossier

Modèle M.7 : Page couverture du dossier

N° de dossier : 1301-0000

**COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE MONCTON**

ENTRE : ¹¹

**Marie Cormier
PARTIE REQUÉRANTE
- et -
Robert Cormier
PARTIE INTIMÉE**

DOSSIER

**Marie Cormier, partie requérante
2, rue des Peupliers
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 1A1
Téléphone : 888 0000**

**Robert Cormier, partie intimée
57, rue des Lilas
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 3B3
Téléphone : 888 5555**

¹¹ Si vous présentez une requête conjointe en divorce, les deux époux sont parties requérantes. Toutes les fois que vous verrez l'expression « partie intimée » dans un modèle, remplacez la par « partie requérante ».

4.3 La table des matières du dossier

Modèle M.8 : Table des matières du dossier

N° de dossier : 1301-0000

COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE MONCTON

ENTRE : ¹²

Marie Cormier
PARTIE REQUÉRANTE
- et -
Robert Cormier
PARTIE INTIMÉE

TABLE DES MATIÈRES

(Procédure par affidavit)

1. Certificat de mise en état ¹³
2. Demande de divorce
3. Certificat de mise à jour du Bureau d'enregistrement des actions en divorce
4. Affidavit de signification (si déposé par la poste ou par messenger, la carte d'accusé de réception doit également être jointe)
5. Requête en divorce originale de Marie Cormier
6. Preuve(s) par affidavit du(des) requérant(s)



Voir le modèle M.16 à l'annexe 2 pour un index dans le cas d'un dossier de l'instance par une audience du tribunal.

¹² Si vous présentez une requête conjointe en divorce, les deux époux sont parties requérantes. Toutes les fois que vous verrez l'expression « partie intimée » dans un modèle, remplacez-la par « partie requérante ». Supprimez aussi l'affidavit de signification dans la table des matières.

¹³ Voir le modèle M.9.

4.4 Le certificat de mise en état (procédure par affidavit)

Modèle M.9 : Certificat de mise en état

No de dossier : 1301-0000

COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE MONCTON

ENTRE : ¹⁴

Marie Cormier
PARTIE REQUÉRANTE
- et -
Robert Cormier
PARTIE INTIMÉE

CERTIFICAT DE MISE EN ÉTAT (procédure par affidavit) (FORMULE 47B)

JE SOUSSIGNÉE, **Marie Cormier**, atteste que les plaidoiries sont closes et que je suis maintenant prête pour l'audience. ¹⁵

Ayant consulté la partie intimée, j'informe la cour de ce qui suit :

- a) nous reconnaissons que toutes les formalités préalables à l'audience sont terminées;
- b) si nous sommes autorisés à procéder par affidavit, il ne sera pas nécessaire de fixer une audition devant le tribunal.

FAIT à **Moncton**, Nouveau-Brunswick, le _____ 20_____.

Marie Cormier

Marie Cormier, partie requérante



Voir le modèle M.17 à l'annexe 2 pour un certificat de mise en état pour une audience du tribunal

¹⁴ Si vous présentez une requête conjointe en divorce, les deux époux sont parties requérantes. Toutes les fois que vous verrez l'expression « partie intimée » dans un modèle, remplacez-la par « partie requérante ».

¹⁵ Si vous présentez une requête conjointe en divorce, indiquez ce qui suit :

Nous, _____ et _____, parties requérantes, attestons que les plaidoiries sont closes et que nous sommes maintenant prêts pour l'audience. Nous informons la cour de ce qui suit : ».

4.5 La demande de divorce

Modèle M.10 : Demande de divorce

N° de dossier : 1301-0000

COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE MONCTON

ENTRE :¹⁶

Marie Cormier
PARTIE REQUÉRANTE
- et -
Robert Cormier
PARTIE INTIMÉE

DEMANDE DE DIVORCE (FORMULE 72K)

AU GREFFIER DE LA COUR :

1. Je demande que la présente instance soit entendue en application de la règle 72.18 au moyen d'une preuve présentée par affidavit.
2. La requête en divorce a été signifiée à l'intimé par Jeanne Jolin, enseignante, le _____ 20____.¹⁷
3. La partie intimée n'a pas déposé de réponse.
4. L'adresse de la partie intimée¹⁸ est le 57, rue des Lilas, Moncton, Nouveau-Brunswick, E1C 3B3.
5. L'affidavit qui doit être pris en considération avec ma requête en divorce¹⁹ est annexé.
6. L'adresse de la partie requérante est le 2, rue des Peupliers, Moncton, Nouveau-Brunswick, E1C 1A1.

FAIT à Moncton, Nouveau-Brunswick, le _____ 20____.

Marie Cormier

Marie Cormier, partie requérante

¹⁶ Si vous présentez une requête conjointe en divorce, les deux époux sont parties requérantes. Toutes les fois que vous verrez l'expression « partie intimée » dans un modèle, remplacez la par « partie requérante ».

¹⁷ Si vous présentez une requête conjointe en divorce, supprimez les points 2 et 3.

¹⁸ Si vous présentez une requête conjointe en divorce, remplacez les mots « partie intimée » par « parties requérantes ».

¹⁹ Si vous présentez une requête conjointe en divorce, indiquez ce qui suit : « Les affidavits qui doivent être pris en considération avec notre requête conjointe en divorce sont annexés ».

4.6 Le certificat de mise à jour

Le certificat de mise à jour doit se trouver dans le dossier de l'instance. Le Bureau d'enregistrement des actions en divorce à Ottawa fera parvenir votre certificat de mise à jour au bureau du registraire qui vous l'enverra.

Le certificat de mise à jour fait partie du dossier. Souvenez-vous : Votre certificat de mise à jour n'est pas votre jugement de divorce. Voir l'annexe 7 intitulée « Qu'est-ce qu'un certificat de mise à jour ».

Vous pouvez commencer à préparer celui-ci même si vous attendez encore le certificat de mise à jour. Mais vous ne pouvez pas déposer votre dossier sans ce certificat. Si vous le faites, le tribunal vous retournera votre dossier parce qu'il est incomplet.

4.7 L'affidavit de signification (la preuve de signification)

Une preuve de signification signifie l'affidavit de signification (voir les pages 23 et 24 pour les modèles), et dans certains cas, la carte d'accusé de réception (page 25). Ces documents doivent être agrafés sur le dessus de l'original de la requête en divorce.

4.8 L'original de la requête en divorce

Vous devez déposer votre **original de la requête en divorce** et tout des documents annexés que vous devez y joindre (le certificat de mariage et, au besoin, les états financiers et les autres renseignements sur le revenu ainsi que l'entente de séparation ou l'ordonnance du tribunal de la famille si vous en avez une). Voir les modèles sur les pages 43 et 56. Joignez aussi toute requête amendée.

4.9 L'affidavit de la partie requérante (requête en divorce par l'un des époux)

Les personnes qui se servent du présent guide pour demander un divorce non contesté **procèdent généralement par affidavit**. D'autres documents peuvent être joints. Cette méthode vous permet de procéder en produisant des déclarations factuelles faites sous serment (les **affidavits**). (voir le modèle

M.11, page 34). Pour un exemple d'une preuve par affidavit en appui à une requête conjointe, voir le modèle M.15, page 65 dans l'annexe 1 à la fin du présent guide.)

Ce sont vos affidavits qui fourniront la preuve nécessaire au juge. Si vous procédez par affidavit, normalement, vous ne devriez pas avoir à vous présenter devant le tribunal. Mais même s'il dispose d'une preuve par affidavit, le juge peut parfois ordonner qu'il y ait une audition devant le tribunal, en particulier si la preuve n'est pas claire ou s'il lui manque des renseignements. Pour de plus amples renseignements au sujet de la preuve par affidavit, veuillez lire les éléments d'information supplémentaires fournis à l'annexe 7.

En dernier lieu, n'oubliez pas que vous devez remettre votre affidavit à un commissaire à la prestation des serments et déclarer sous serment qu'il est *authentique* (apposez votre signature) devant le commissaire pas plus de cinq jours avant le dépôt de votre dossier. Le commissaire doit apposer sa signature et y indiquer la date. Si vous présentez une requête conjointe, vous devez **TOUS LES DEUX** faire votre affidavit(s) sous serment **au plus 14 jours avant de déposer votre dossier**.

Vous devez attendre votre certificat de mise à jour – tous sont tenus de l'attendre.

Si vous n'avez pas reçu votre certificat de mise à jour au moment où vous êtes prêt pour cette étape, soyez patient, car deux ou trois mois peuvent s'écouler à partir du jour où vous avez payé le registraire.

Lorsque vous avez tous les documents nécessaires et que vous avez fait votre affidavit sous serment, vous êtes maintenant prêt pour l'étape 5 – Déposez le dossier.

**COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE MONCTON**

ENTRE :

**Marie Cormier
PARTIE REQUÉRANTE
- et -
Robert Cormier
PARTIE INTIMÉE**

AFFIDAVIT

JE SOUSSIGNÉE, Marie Cormier, de la municipalité de Moncton, comté de Westmorland, province du Nouveau-Brunswick, serveuse, DÉCLARE SOUS SERMENT CE QUI SUIT :

1. Je suis la partie requérante dont le nom figure dans la requête en divorce datée du _____ 20__.
2. J'ai résidé habituellement au Nouveau-Brunswick pendant une année immédiatement avant la date du dépôt de la requête en divorce.
3. La partie intimée, **Robert Cormier**, est **électricien** et réside au **57, rue des Lilas** dans la municipalité de **Moncton**, comté de **Westmorland**, province du Nouveau-Brunswick. Je connais cette adresse parce que j'ai communiqué avec la partie intimée à cette adresse pour discuter de questions qui concernent les enfants.
4. Il n'y a pas de possibilités de réconciliation entre les époux. La partie intimée et moi même avons tenté de nous réconcilier en prenant part à des séances de consultations matrimoniales avec _____, de _____, en _____ 20__. Cette tentative de réconciliation a échoué.
5. J'atteste que tous les renseignements énoncés dans la requête en divorce sont exacts.
6. Le certificat de mariage est joint à la requête en divorce.
7. La partie intimée et moi nous sommes séparés le _____ 20__ et nous vivons séparément depuis cette date. Cette séparation a provoqué l'échec irrémédiable du mariage. À la date de la séparation et continuellement depuis celle ci, la partie intimée et moi avons toujours eu l'intention de continuer à vivre séparément.
8. Je ne suis ni directement ni indirectement partie à une entente ou à un complot en vue de déjouer l'administration de la justice, ni à un accord, une entente ou un autre arrangement visant à fabriquer ou à supprimer des éléments de preuve ou à tromper le tribunal.
9. Je ne demande aucune pension alimentaire pour moi même.

10. Deux enfants sont issus de notre mariage : Anne Cormier, née le _____, et Michel Cormier, né le _____.
11. Le _____ 20, la partie intimée et moi avons conclu une entente de séparation dont une copie est jointe à la requête en divorce sous la cote A. Je demande au tribunal d'inclure dans le jugement de divorce les dispositions suivantes de ladite entente :²⁰
12. Compte tenu des Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants et du revenu déclaré par l'intimé dans son état financier et dans les renseignements sur ses revenus, je demande une pension alimentaire de _____ \$ par mois pour les deux enfants issus de notre mariage. À ma connaissance, la situation n'a pas changé depuis le dépôt de l'état financier et des renseignements sur les revenus.
13. Je ne désire pas demander la répartition des biens matrimoniaux pour le moment. Je sais qu'aucune demande de répartition des biens en vertu de la *Loi sur les biens matrimoniaux* ne peut être présentée plus de 60 jours après la prise d'effet du divorce, sauf dans les cas prévus au paragraphe 3(4) de la *Loi sur les biens matrimoniaux*.
14. Je ne demande pas les dépens.

FAIT SOUS SERMENT devant moi à
_____, comté de Westmorland,
province du Nouveau-Brunswick,
le _____ 20_____.

Marie Cormier

Commissaire à la prestation des serments ²¹
Avocat
ou
Ma commission se termine le :
(Mois, jour, année)

Marie Cormier



Voir le modèle M.15, page 65 à l'annexe 1 pour un affidavit en appui à une requête conjointe

²⁰ Joignez l'entente et inscrivez y la lettre A. Indiquez le numéro de la clause que vous désirez inclure dans le jugement de divorce et reprenez les termes exacts de l'entente.

²¹ Écrivez le nom du commissaire à la prestation des serments en lettres moulées sous la ligne.

Étape 5: Déposez le dossier

Cette section du guide explique :

5.1 Où devez-vous envoyer votre dossier?

5.2 Que se passe-t-il après avoir déposé votre dossier?

5.1 Où devez-vous envoyer votre dossier?

Envoyez le dossier par la poste ou remettez-le en personne à l'Administrateur du tribunal de la Division de la famille de la Cour du Banc de la Reine de votre circonscription judiciaire (l'adresse se trouve à l'annexe 5).

N'ENVOYEZ PAS le dossier au bureau du registraire.

Remarque : Assurez-vous que votre dossier est exact et complet avant de le déposer. Si les renseignements qui se trouvent dans le dossier sont incomplets ou inexacts, le juge vous le renverra. Une fois que vous aurez complété et corrigé les renseignements, vous devrez déposer à nouveau le dossier au greffe. Un droit de 10 \$ est exigé en cas de nouveau dépôt. Il pourrait aussi arriver que le juge désire vous parler.

N'oubliez pas de faire et de conserver une copie de tous les documents.

Rappel : Le présent guide explique la procédure pour obtenir un divorce basé sur une séparation d'une année. Vous pouvez déposer votre requête en divorce même si vous avez vécu séparément pendant moins d'un an, mais vous ne pouvez pas déposer votre dossier avant qu'une année ne se soit écoulée.

5.2 Que se passe-t-il après avoir déposé votre dossier?

Si vous procédez par affidavit, une fois que vous avez déposé votre dossier, le greffier va le présenter à un juge. Il n'y aura pas d'audience devant le tribunal si vous choisissez de procéder par affidavit.

Le juge va examiner votre dossier et l'affidavit de la partie requérante afin de s'assurer que les renseignements et les allégations que vous lui avez présentés satisfont aux exigences de la Loi sur le divorce et des Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants. C'est ce que l'on appelle l'examen de la demande. Si :

- vous avez joint tous les documents;
- vous avez fourni des renseignements exacts et complets pour justifier votre demande de divorce et toutes les ordonnances connexes au sujet de la garde des enfants, des droits de visite et de la pension alimentaire (appelées **ordonnances de mesures accessoires**),

Le juge prononcera un jugement vous octroyant le divorce. Le juge l'inscrira dans votre dossier. Vous pourrez passer à l'étape 6.

Si vous procédez par voie d'audition devant le tribunal

Entre deux et quatre semaines après que les documents ont été déposés au bureau du greffier, vous recevrez un avis d'audition qui vous indiquera la date, l'heure, la salle d'audience et le lieu de l'audition.

Si vous désirez changer la date, appelez le bureau du greffier de votre circonscription judiciaire aussi longtemps que vous le pouvez à l'avance pour vérifier s'il est possible de faire une modification.

Voir l'annexe 8. Cette annexe s'adresse seulement aux personnes qui devront se présenter devant le tribunal. Quand vous aurez reçu l'avis vous indiquant la date de votre audition, vous devrez vous préparer. Au cours de l'annexe 8, vous vous familiariserez avec l'audition et la façon de vous y préparer.

Étape 6 : Obtenez votre jugement de divorce

Cette section du guide explique :

- 6.1 Le jugement de divorce**
- 6.2 Le délai d'appel**
- 6.3 Entente des époux de ne pas interjeter appel (formule 72L)**

6.1 Le jugement de divorce

Après l'audition ou l'examen de votre demande, le juge rendra un **jugement vous accordant le divorce**. Dans un cas comme dans l'autre, le juge signera une ordonnance et il remettra votre dossier au registraire de la Cour du Banc de la Reine à Fredericton. Le registraire vous fera parvenir par la poste le **jugement de divorce** accompagné des ordonnances sur les mesures accessoires.

Le **jugement de divorce** est la décision de première instance qui autorise votre divorce. Le jugement de divorce **N'EST PAS** la preuve de votre divorce. Il tient plutôt lieu d'avis de la date à laquelle votre divorce prendra effet.

Vous pouvez appeler le bureau du greffier/administrateur du tribunal pour savoir si le jugement de divorce a été signé et s'il a été envoyé au registraire. (Les numéros de téléphone des greffes se trouvent à l'annexe 5). Vous pouvez également appeler le bureau du registraire à 506-453-2452 pour vous renseigner sur la date à laquelle vous devriez recevoir votre jugement.

6.2 Le délai d'appel

Bien des gens ne savent pas qu'il y a un **délai d'appel de 30 jours** à compter de la date du jugement de divorce. Autrement dit, vous même et votre époux avez 30 jours pour porter le jugement en appel.

Si ni l'un ni l'autre des époux n'interjette appel au cours du délai de 30 jours, *votre divorce prendra effet le trente et unième jour* et vous pourrez alors demander votre certificat de divorce (voir l'étape 7). Le certificat de divorce est la preuve de votre divorce.

6.3 Entente des époux de ne pas interjeter appel (formule 72L)

D'ordinaire, vous devriez attendre le 31^e jour après la date du jugement de divorce pour que s'écoule le délai d'appel. Mais dans **certaines circonstances particulières** et si vous vous entendez avec votre ex époux, vous pouvez demander au tribunal que votre divorce prenne effet plus tôt. Vous devrez tous les deux signer la **formule 72L** intitulée **Entente des époux de ne pas interjeter appel**, page 38.

Remarque : Vous devez inclure une Entente des époux de ne pas interjeter appel dans votre dossier afin que le tribunal puisse l'étudier avant que le divorce ne soit accordé.

Attendez la fin de la période d'appel de 30 jours.

Modèle M.12 : Entente des époux de ne pas interjeter appel (formule 72L)

N° de dossier : 1301-0000

**COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE MONCTON**

ENTRE ²²

**Marie Cormier
PARTIE REQUÉRANTE
- et -
Robert Cormier
PARTIE INTIMÉE**

ENTENTE DES ÉPOUX DE NE PAS INTERJETER APPEL (FORMULE 72L)

Nous soussignés convenons et prenons l'engagement, par les présentes, de ne pas interjeter appel du jugement accordant un divorce dans la présente instance.

FAIT à le 20....

Marie Cormier

Marie Cormier

Robert Cormier

Robert Cormier

²² Si vous présentez une requête conjointe en divorce, les deux époux sont parties requérantes. Toutes les fois que vous verrez l'expression « partie intimée » dans un modèle, remplacez la par « partie requérante ».

Étape 7 : Obtenez votre certificat de divorce

Cette section finale du guide explique :

- 7.1 Comment prouver que vous êtes divorcé**
- 7.2 Comment demander un certificat de divorce**
- 7.3 Lettre de demande de certificat de divorce**

7.1 Comment prouver que vous êtes divorcé

Le divorce prend effet le 31^e jour après la date du jugement de divorce, à moins que l'un des époux interjette appel. Votre jugement de divorce ne constitue pas une preuve. Lorsqu'on vous demandera une « preuve de divorce », vous devrez produire votre certificat de divorce pour attester que votre mariage a été dissout.

Pour obtenir votre certificat de divorce, vous devez en faire la demande. Il ne vous est pas envoyé automatiquement. Vous pourrez demander votre certificat de divorce 30 jours après la date du jugement de divorce.

7.2 Comment demander un certificat de divorce

Vous pouvez demander votre certificat de divorce au Bureau du registraire de la Cour du Banc de la Reine à Fredericton. Rédigez une lettre de demande de certificat et envoyez la au registraire (voir le modèle M.13, page 40).

Vous devrez joindre un chèque certifié ou un mandat de 7 \$ payable à l'ordre du **MINISTRE DES FINANCES**. Faites parvenir le tout à l'adresse suivante :

**Registraire adjoint
Cour du Banc de la Reine
Bureau 202, Palais de Justice
C. P. 6000**

Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1
(ou livrez votre lettre au palais de justice, 427, rue Queen, bureau 202.)

Si vous préférez, vous pouvez faire votre demande de certificat de divorce dans un centre de Services Nouveau-Brunswick près de chez vous ou accéder à un formulaire de demande sur le site Web de Service Nouveau-Brunswick, à l'adresse
<https://www.pwx1.snb.ca/snb7001/f/1000/CSS-FOL-SNB-45-0001F.pdf>.

7.3 Lettre de demande de certificat de divorce

Modèle M.13 : Lettre de demande de certificat de divorce

2, rue des Peupliers
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 1A1
Le _____ 20__

Registraire adjoint
Cour du Banc de la Reine
C. P. 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1

(si la livraison est faite en main propre : Palais de justice, 427, rue Queen, bureau 202)

Objet : Marie Cormier et Robert Cormier

N° de dossier : 1301-0000

Madame, Monsieur,

Veillez trouver ci joint un chèque certifié [ou un mandat] de 7 \$ en paiement des droits exigés pour la délivrance du certificat de divorce dans l'instance mettant en cause **Marie Cormier et Robert Cormier** (n° de dossier : 1301 0000).

Veillez m'envoyer le certificat de divorce à l'adresse mentionnée ci dessus.

Vous remerciant de votre collaboration, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Marie Cormier

Marie Cormier

p. j.

Vous avez mené à terme votre divorce. Félicitations pour votre beau travail!

Faites nous part de vos observations sur le guide ou le processus du divorce.
Nous révisons continuellement le guide. Pour entrer en contact avec nous :

SPEIJ-NB

C. P. 6000, Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1

Téléphone : (506) 453-5369; Télécopier : (506) 462-5193

Courriel : pleisnb@web.ca

Site Web : www.legal-info-legale.nb.ca

Annexes

Annexe 1 : Requêtes et Affidavit

Annexe 2 : Les documents que vous devez préparer pour votre dossier (audience du tribunal)

Annexe 3 : L'échec du mariage

Annexe 4 : Obtenir une copie de votre certificat de mariage

Annexe 5 : Circonscriptions judiciaires du Nouveau-Brunswick

Annexe 6 : Si vous changez d'idée ou désirez corriger une erreur

Annexe 7 : Préparer et remplir les formules et les documents

Annexe 8 : Préparez-vous à l'audition

Annexe 9 : Publications utiles en droit de la famille

Annexe 1 : Requêtes et Affidavit

Vous trouverez ci-dessous une liste de formules qui ne sont pas incluses dans la partie principale de ce guide. Assurez-vous de modifier les exemples que nous fournissons selon votre propre situation. Même s'il existe des formulaires pré-imprimés, vous devez en créer la majorité. Les requêtes étant trop longues pour les inclure dans le corps du guide, elles sont disponibles dans cette section. Également, l'exemple d'un affidavit conjoint et des formulaires pour les personnes qui optent pour une audience sont inclus dans cette section.

Modèle M.1.1 : **Requête en divorce (formule 72A)**

Modèle M.1.2 : **Requête conjointe en divorce (formule 72B)**

Modèle M.15 : **Affidavit des parties requérantes (requête conjointe en divorce)**

Modèle M.1.1 : Requête en divorce (formule 72A)

Court File Number / N° du dossier

1301- ①

IN THE COURT OF QUEEN'S BENCH
OF NEW BRUNSWICK

COUR DU BANC DE LA REINE DU
NOUVEAU-BRUNSWICK ②

FAMILY DIVISION

DIVISION DE LA FAMILLE

JUDICIAL DISTRICT OF _____

CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE _____

BETWEEN:

ENTRE :

_____ PETITIONER

Marie Cormier ⑦ REQUÉRANT

-and-

- et -

_____ RESPONDENT

Robert Cormier ⑥ INTIMÉ

PETITION FOR DIVORCE (FORM 72A)

REQUÊTE EN DIVORCE (FORMULE 72A)

(N.B. In completing this form, use full width of page in space provided where possible, irrespective of official language used. If space is insufficient, use additional page.)

(N.B. : En remplissant cette formule, veuillez employer la largeur totale de la page dans les espaces accordés, si possible, quelque soit la langue officielle utilisée. Au besoin, employez des feuilles supplémentaires.)

TO: (Insert names and addresses of respondent and person(s)-named.)

DESTINATAIRES : (Donner les noms et adresses de l'intimé et des tiers désignés.)

Robert Cormier
57, rue des Lilas
Moncton (N-B.)
EIC 3B3

A LEGAL PROCEEDING FOR A DIVORCE HAS BEEN COMMENCED AGAINST YOU BY THE PETITIONER. THE CLAIM MADE AGAINST YOU APPEARS IN THE FOLLOWING PAGES.

UNE POURSUITE JUDICIAIRE EN DIVORCE A ÉTÉ ENGAGÉE CONTRE VOUS PAR LE REQUÉRANT. LA DEMANDE FAITE CONTRE VOUS EST ÉNONCÉE DANS LES PAGES SUIVANTES.

If you wish to defend this proceeding, you or a New Brunswick lawyer acting for you must prepare your Answer in Form 72D and serve it on the petitioner or the petitioner's lawyer and file it in this Court office,

Si vous désirez contester cette poursuite, vous-même ou un avocat du Nouveau-Brunswick chargé de vous représenter devrez préparer votre réponse au moyen de la formule 72D, la signifier au requérant ou à son avocat et la déposer au greffe de la cour :

- (a) if you are served in New Brunswick, WITHIN 20 DAYS after service on you of this Petition for Divorce, or
- (b) if you are served out of New Brunswick but elsewhere in Canada or in the United States of America, WITHIN 30 DAYS after such service on you, or
- (c) if you are served anywhere else WITHIN 60 DAYS after such service on you.

- a) DANS LES 20 JOURS de la signification qui vous sera faite de la présente requête en divorce, si elle vous est faite au Nouveau-Brunswick, ou
- b) DANS LES 30 JOURS de la signification, si elle vous est faite dans une autre région du Canada ou dans les États-Unis d'Amérique, ou
- c) DANS LES 60 JOURS de la signification, si elle vous est faite ailleurs.

If this Petition for Divorce contains a claim for support or support and division of property, you must within the same time, file your Financial Statement in the form prescribed by the Rules of Court, whether or not you wish to defend this proceeding.

Si la présente requête en divorce contient une demande d'ordonnance alimentaire ou une demande d'ordonnance alimentaire et de répartition des biens, vous devez, dans les même délais, déposer un état financier en la forme prescrite par les règles de procédure, que vous désiriez contester ou non la poursuite.

If this Petition for Divorce contains a claim for child support, you must within the same time, file the income information required by the child support guidelines, whether or not you wish to defend this proceeding.

IF YOU FAIL TO SERVE AND FILE AN ANSWER, A DIVORCE MAY BE GRANTED IN YOUR ABSENCE, AND, WITHOUT FURTHER NOTICE TO YOU JUDGMENT MAY BE GRANTED AGAINST YOU ON ANY OTHER CLAIM IN THIS PETITION AND YOU MAY LOSE YOUR RIGHT TO SUPPORT OR DIVISION OF PROPERTY.

If you fail to serve and file an Answer, a Financial Statement or the income information required by the child support guidelines, you may be deemed to have admitted any claim made against you, and JUDGMENT MAY BE GIVEN AGAINST YOU IN YOUR ABSENCE.

You are advised that:

- (a) you are entitled to issue documents and present evidence in the proceeding in English or French or both;
- (b) the petitioner intends to proceed in the _____ language;
- (c) you must indicate in your Answer the language in which you intend to proceed; and
- (d) if you intend to proceed in or present evidence in the other official language, an interpreter may be required and you must so advise the court administrator at least 7 days before the trial.

You may inquire from this Court office the approximate date of the trial of this proceeding and the date and details of any divorce judgment or order granted.

Neither you nor your spouse is free to remarry as a result of this proceeding until a divorce judgment has become effective. Once a divorce judgment has become effective, you may obtain a certificate of divorce from this Court office.

THIS PETITION FOR DIVORCE is signed and sealed for the Court of Queen's Bench by the Deputy Registrar of the

Court at Fredericton, on the _____ day of _____,

Deputy Registrar of the Court of Queen's Bench
Justice Building, Queen Street,
PO Box 6000, Fredericton, N.B. E3B 5H1

Si la présente requête en divorce contient une demande d'ordonnance alimentaire au profit d'un enfant, vous devez, dans les mêmes délais, déposer les renseignements sur le revenu requis en vertu des lignes directrices sur les ordonnances alimentaires au profit d'un enfant, que vous désiriez contester ou non la poursuite.

SI VOUS OMETTEZ DE SIGNIFIER ET DE DÉPOSER UNE RÉPONSE, UN DIVORCE PEUT ÊTRE ACCORDÉ EN VOTRE ABSENCE ET, SANS AUTRE PRÉAVIS, UN JUGEMENT CONCERNANT TOUT AUTRE DEMANDE CONTENUE DANS LA PRÉSENTE REQUÊTE POURRA ÊTRE RENDU CONTRE VOUS ET VOUS POURREZ PERDRE VOTRE DROIT À UNE ORDONNANCE ALIMENTAIRE OU À UNE RÉPARTITION DES BIENS.

Si vous omettez de signifier et déposer une réponse, un état financier ou les renseignements sur le revenu requis en vertu des lignes directrices sur les ordonnances alimentaires au profit d'un enfant, vous pourrez être réputé avoir accepté toute demande formulée contre vous et JUGEMENT POURRA ÊTRE RENDU CONTRE VOUS EN VOTRE ABSENCE.

Sachez que :

- a) vous avez le droit dans la présente instance, d'émettre des documents et de présenter votre preuve en français, en anglais ou dans les deux langues;
- b) le requérant a l'intention d'utiliser la langue française;
- c) vous devrez indiquer dans votre réponse la langue que vous avez l'intention d'utiliser; et
- d) si vous avez l'intention d'utiliser l'autre langue officielle ou de présenter votre preuve dans cette autre langue, les services d'un interprète pourront être requis et vous devrez en aviser le greffier au moins 7 jours avant le procès.

Vous pouvez obtenir du présent greffe la date approximative du procès, ainsi que la date et autres détails de tout jugement de divorce rendu ou ordonnance accordée.

Ni vous ni votre conjoint ne pouvez vous remarier suite à cette instance tant qu'un jugement de divorce n'aura pas pris effet. Dès que le jugement de divorce aura pris effet, vous pourrez obtenir un certificat de divorce du présent greffe.

LA PRÉSENTE REQUÊTE EN DIVORCE est signée et scellée au nom de la Cour du Banc de la Reine par le registraire adjoint de la Cour à Fredericton, ce _____.

Registraire adjoint de la Cour du Banc de la Reine
Palais de Justice, rue Queen,
Fredericton, N.-B. E3B 5H1

PETITION FOR DIVORCE*(Strike out portions that are not applicable.)***CLAIM**

1 The petitioner claims:

(a) a divorce;

(b) under the Divorce Act,

- (i) une ordonnance concernant la garde des deux enfants mineurs issus du mariage, selon ce qui prévoit l'article _____ de l'entente de séparation datée du _____, 20____, dont une copie est jointe à la présente;
- (ii) et une ordonnance concernant le soutien des deux enfants mineurs issus du mariage selon ce qui prévoit l'article _____ de l'entente de séparation datée du _____, 20____, dont une copie est jointe à la présente.

(c) under the Marital Property Act

(i)

(ii)

(iii)

REQUÊTE EN DIVORCE*(Rayez la mention inutile.)***DEMANDE**

1 Le requérant demande :

a) un divorce;

b) en application de la Loi sur le divorcec) en application de la Loi sur les biens matrimoniaux

(i)

(ii)

(iii)

(State precisely everything you want the Court to include in the divorce judgment. If you claim child support, set out the number of children under the age of majority, the number of children over the age of majority and the nature and amount of any special expenses claimed. If you claim spousal support, set out the amount claimed as spousal support. If you claim a division of property, set out the nature and amount of relief claimed. If you claim division of property that is not listed in an attached Financial Statement, attach a list of all property that you seek to have divided and set out your claim to each item of property. If you want to include provisions of a domestic contract, separation agreement, minutes of settlement, previous court order or any other documents in the divorce judgment, attach a copy of the document and refer to the specific provisions to be included. If relief is claimed under any other Act, refer to the Act in the claim.)

(Énoncer de façon précise tout ce que vous désirez faire inclure dans le jugement de divorce. Si vous demandez une ordonnance alimentaire au profit d'un enfant, indiquez le nombre d'enfants mineurs, le nombre d'enfants majeurs ainsi que la nature et le montant de toutes dépenses spéciales sollicitées. Si vous demandez une ordonnance alimentaire au profit d'un époux, indiquez le montant réclamé à ce titre. Si vous demandez une répartition des biens, décrivez la nature et le montant de la mesure de redressement sollicitées. Si vous demandez la répartition de biens qui ne sont pas mentionnés dans l'état financier annexé, annexez une liste de tous les biens qui feront l'objet de la répartition et établissez une demande relativement à chacun de ces biens. Si vous désirez inclure, dans le jugement de divorce, les dispositions d'un contrat domestique, d'une entente de séparation, le compte rendu d'un règlement amiable, une ordonnance antérieure de la cour ou tout autre document, annexez une copie du document et faites renvoi aux dispositions particulières à être incluses. Si une demande est faite pour une mesure de redressement en vertu de toute autre loi, faites renvoi à la loi dans votre demande.)

GROUND

- 2 (a) There has been a breakdown of the marriage by reason that: (Check appropriate box or boxes.)

☐ (i) the spouses have lived separate and apart since the _____ day of _____ and are now living separate and apart.

☐ (ii) the respondent, on or about the _____ day of _____ committed adultery with _____

☐ (iii) the respondent has, since celebration of the marriage, treated the petitioner with physical or mental cruelty of such a kind as to render intolerable the continued cohabitation of the spouses.

- (b) The particulars of the grounds for the divorce are: (Set forth fully but concisely all the material facts relied on but not the evidence by which they may be proved.)

Les époux ont vécu séparément depuis le 29 janvier, 2006, et ils consentent à la séparation.

RECONCILIATION

- 3 (a) There is no possibility of reconciliation of the spouses.

(b) (Where applicable) The following efforts to reconcile have been made:

En février 2006, les époux ont assisté à des Séances de consultation conjugale avec des Services à la famille de Moncton (N.-B.). Les époux n'ont pas repris la vie commune.

PARTICULARS OF MARRIAGE

(Attach a marriage certificate or explain its absence.)

MOTIFS

- 2 a) Il y a eu échec du mariage car: (Cochez la ou les cases applicables.)

☒ (i) les époux ont vécu séparément depuis le 29 janvier 2006 et vivent séparément à l'heure actuelle.

☐ (ii) l'intimé a, le ou aux environs du _____ commis l'adultère avec _____

☐ (iii) l'intimé a, depuis la célébration du mariage, traité le requérant avec une cruauté physique ou mentale qui rend intolérable le maintien de la cohabitation.

- b) Les détails des motifs du divorce sont les suivants: (Énoncez de façon complète et concise les faits déterminants sur lesquels repose la demande mais non les moyens de preuve à l'appui.)

RÉCONCILIATION

- 3 a) Il n'y a aucune possibilité de réconciliation des époux.

b) (s'il y a lieu) Voici les tentatives de réconciliation qui ont été faites:

ÉTAT CIVIL

(Annexez un certificat de mariage ou justifiez son absence.)

4 (a) The petitioner and respondent were married on
the _____ day of _____
_____, at _____
(place of marriage)

(b) The petitioner's surname at birth was _____

(c) The respondent's surname at birth was _____

(d) The marital status of the petitioner and the
respondent at the time of the marriage was:
petitioner _____
respondent _____

(e) The petitioner was born on the _____ day of _____

(f) The respondent was born on the _____ day
of _____

RESIDENCE AND JURISDICTION

5 (a) The petitioner resides at _____
in the Province of _____.

(b) The respondent resides at _____
_____ in the Province of _____.

(c) (Check the appropriate box)

- ☐ The petitioner has been
☐ The respondent has been
☐ Both the petitioner and respondent have been
ordinarily resident in the Province of New
Brunswick for at least one year immediately
preceding the date of the commencement of this
proceeding

CAPACITY

6 Both the petitioner and the respondent are of the full age
of 19 years and neither of them suffers from any legal
disability.

4 a) Le requérant et l'intimé se sont épousés le
12 mai 1996
à Moncton, (N.-B.)
(endroit)

b) Le requérant avait pour nom de famille à la ⁽¹¹⁾
naissance : Fournier

c) L'intimé avait pour nom de famille à la naissance :
Cormier

d) Au moment du mariage, l'état matrimonial du
requérant et de l'intimé était comme suit :
requérant célibataire
intimé célibataire

e) Le requérant est né le 3 avril
1975

f) L'intimé est né le 7 juin
1974

RÉSIDENCE ET RESSORT JUDICIAIRE ⁽¹²⁾

5 a) Le requérant réside à Moncton
dans la province de Nouveau-Brunswick

b) L'intimé réside à Moncton
Nouveau-Brunswick
dans la province de _____.

c) (Cochez la case applicable)

- ☐ Le requérant a
☐ L'intimé a
☒ Le requérant et l'intimé ont
résidé habituellement dans la province du
Nouveau-Brunswick pendant au moins l'année
précédant l'introduction de l'instance.

CAPACITÉ

6 Le requérant et l'intimé ont chacun 19 ans révolus et ne
sont pas atteints d'une incapacité juridique.

CHILDREN

LES ENFANTS

- 7 (a) The following are all the living children of the marriage as defined by the Divorce Act:

- 7 a) Les enfants à charge au sens de la Loi sur le divorce sont les suivants :

Full Name
Nom et prénoms

Birth date
Date de naissance

School and grade or year
École et année

Person(s) with whom child
lives and length of time
child has lived there
Personne(s) avec laquelle
(lesquelles) réside l'enfant
et depuis combien de temps

Anne Cormier 2 mai, 2001

École St. Henri
(2^e année)

la mère depuis
le 29 janvier, 2006

Michel Cormier 7 juillet, 2004

La maternelle
la 3^e année

la mère depuis
le 29 janvier, 2006

The children ordinarily reside in (municipality and
province, state or country) _____

Les enfants résident habituellement à (municipalité
et province, état ou pays) Mancton,

Nouveau-Brunswick

- (b) The petitioner seeks an order for custody or joint custody of the following children on the following terms: (Be sure that this claim agrees with the claim under clause 1(b).)

- b) Le requérant demande une ordonnance de garde ou de garde conjointe des enfants suivants, selon les modalités qui suivent: (Assurez-vous que la présente demande est conforme à la demande présentée à l'alinéa 1b).)

Name of Child
Nom de l'enfant

Anne Cormier

Terms of the order
Modalités de l'ordonnance

Une ordonnance de garde selon ce
qui prévoit l'article 9 de l'entente
de séparation datée du _____
20 _____, dont une copie
est jointe à la présente.

Michel Cormier

Une ordonnance de garde selon ce
qui prévoit l'article 9 de l'entente
de séparation datée du _____
20 _____, dont une copie est
jointe à la présente.

The respondent

☐ agrees

☐ does not agree with the above terms.

L'intimé

☒ consent

☐ ne consent pas aux modalités susmentionnés.

(c) The petitioner is not seeking an order for custody and

☐ is content that a previous court order for custody continue in force, or

☐ is attempting to obtain an order for custody in another proceeding, full particulars of which are as follows: (Give name of court, court file number and particulars of the order or proceeding.)

c) Le requérant ne demande pas d'ordonnance de garde et

☐ consent à la continuation d'une ordonnance de garde antérieure, ou

☐ tente d'obtenir une ordonnance de garde dans une autre instance, dont les détails sont les suivants : (Donnez le nom de la cour, le numéro du dossier et les détails de l'ordonnance ou de l'instance.)

(d) The petitioner seeks an order for access (a visiting arrangement) and is content that the respondent have an order for custody of the following children on the following terms: (Be sure that this claim agrees with the claim under clause 1(b).)

Name of child
Nom de l'enfant

d) Le requérant demande une ordonnance d'accès (arrangements concernant les droits de visite) et consent à ce que l'intimé obtienne une ordonnance de garde pour les enfants suivants, selon les modalités qui suivent : (Assurez-vous que la présente demande est conforme à la demande présentée en vertu de l'alinéa 1b).)

Terms of order
Modalités de l'ordonnance

The respondent

☐ agrees

☐ does not agree with the above terms.

L'intimé

☐ consent

☐ ne consent pas aux modalités susmentionnés.

(e) The following is the existing access (visiting arrangement) for the spouse who does not have the children living with him or her: (Give details such as days of the week, hours of visit and place of access.)

e) Les droits d'accès actuels (arrangements concernant les droits de visite) de l'époux qui ne réside pas avec les enfants sont les suivants : (Donnez les détails tels les jours de la semaine, les heures de visite et le lieu d'accès.)

L'intimé a accès aux enfants de 10h à 18h, au 51 rue Lilas, à Moncton (N.B.). L'intimé peut aussi voir les enfants pendant deux semaines au cours de l'été, dans la mesure où il donne à la requérante un préavis de deux mois à cet effet.

(f) The above access (visiting arrangement) is

☐ satisfactory.

☐ not satisfactory.

(If not satisfactory, give reasons and describe how the access should be changed.)

f) Les droits d'accès (arrangements concernant les droits de visite) susmentionnés sont

☒ satisfaisants.

☐ insatisfaisants.

(Si les droits d'accès ne sont pas satisfaisants, en donner les raisons et décrire comment les arrangements devraient être modifiés.)

(g) The order sought in clause (b) or (d) is in the best interests of the children for the following reasons:

g) L'ordonnance demandée en vertu de l'alinéa b) ou d) est dans l'intérêt supérieur des enfants pour les raisons suivantes:

Je prends soin des enfants depuis leur naissance.
J'entretiens une relation étroite avec mes enfants.
Je suis en mesure de combler leurs besoins, et je leur procure un milieu stable et sûr.

(h) The following changes in the circumstances of the spouses are expected to affect the children, their custody and the access (visiting arrangement) in the future:

h) Les changements dans la situation des époux qui sont susceptibles d'affecter les enfants, leur garde et les droits d'accès (arrangements concernant les droits de visite) sont les suivants :

(i) The existing arrangements between the spouses for support for the children are as follows:

Amount paid Montant payé	Time period (weekly, monthly, etc.) Période (paiement hebdomadaire, mensuel etc.)	Paid by (petitioner or respondent) Montant payé par (le requérant ou l'intimé)	Paid for (name of child) Montant payé pour le bénéfice de (nom de l'enfant)
520 \$ (pour les deux enfants)	mensuel	l'époux	Anne Cormier
	mensuel	l'époux	Michel Cormier

i) Les arrangements actuels entre les époux pour les aliments des enfants sont les suivants :

(j) The existing support arrangements

☐ are being honoured.

☐ are not being honoured.

(If not being honoured, specify how much is unpaid and for how long. If you seek an order for payment of part or all of the unpaid amount, be sure to include it in the claim under clause 1(b).)

j) Les arrangements actuels relativement aux versements d'aliments

☒ sont respectés

☐ ne sont pas respectés.

(Si les arrangements ne sont pas respectés, précisez le montant des arrérages et depuis quand ils sont dus. Si vous demandez une ordonnance pour le paiement partiel ou total de l'arrérage, assurez-vous qu'une demande en vertu de l'alinéa 1b) est incluse.)

(k) The petitioner proposes that the support arrangements for the children should be as follows: *(Be sure that this claim agrees with the claim under clause 1(b).)*

k) Le requérant propose que les arrangements relatifs au paiement d'aliments pour le bénéfice des enfants soient les suivants: *(Assurez-vous que la présente demande est conforme à la demande présentée à l'alinéa 1(b).)*

Amount to be paid Montant à être payé	Time period (weekly, monthly, etc.) Période (paiement hebdomadaire, mensuel, etc.)	To be paid by (petitioner or respondent) Montant à être payé par (le requérant ou l'intimé)	To be paid for (name of child) Montant à être payé pour le bénéfice de (nom de l'enfant)
520 \$	mensuel	l'époux	Anne Cormier
	mensuel	l'époux	Michel Cormier

(k.1) The nature and amount of any special expenses are as follows:

k.1) La nature et le montant de toutes dépenses spéciales sont comme suit :

Nature of special expense Nature des dépenses spéciales	Amount to be paid Montant à être payé	Time period (weekly, monthly, etc.) Période (paiement hebdomadaire, mensuel, etc.)	To be paid by (petitioner or respondent) Montant à être payé par (le requérant ou l'intimé)	To be paid for (name of child) Montant payé pour le bénéfice de (nom de l'enfant)

(l) The educational needs of the children

☐ are being met.

☐ are not being met.

(If not being met, give particulars.)

l) Les besoins éducationnels des enfants

☒ sont satisfaits

☐ ne sont pas satisfaits.

(Si ces besoins ne sont pas satisfaits, donnez les détails.)

OTHER COURT PROCEEDINGS

- 8 The following are all other court proceedings with reference to the marriage or any child of the marriage: (Give the name of the court, the court file number, the kind of order the court was asked to make and what order, if any, the court made. If the proceeding is not yet completed, give its current status.)

Le mariage ni l'un ou l'autre des enfants du mariage n'est l'objet d'aucune autre instance.

AUTRES PROCÉDURES JUDICIAIRES

- 8 Toutes les procédures judiciaires relatives au mariage ou aux enfants à charge sont les suivantes : (Donnez le nom de la cour, le numéro du dossier, le genre d'ordonnance demandée et l'ordonnance rendue par la cour, s'il y a lieu. Si l'instance n'a pas été menée à conclusion, dites à quelle étape elle se trouve.)

DOMESTIC CONTRACTS, SEPARATION AGREEMENTS, MINUTES OF SETTLEMENT OR OTHER FINANCIAL ARRANGEMENTS

- 9 (a) The spouse have entered into the following domestic contracts, separation agreements, minutes of settlement or other written or oral financial arrangements: (Give particulars and attach copies. State whether the arrangements are now in effect. If support payments have not been paid in full, state the amount that has not been paid.)

CONTRATS DOMESTIQUES, ENTENTES DE SÉPARATION, COMPTE RENDU D'UN RÈGLEMENT AMIABLE OU AUTRES ARRANGEMENTS FINANCIERS

- 9 a) Les époux ont conclu un contrat domestique, une entente de séparation, un compte rendu d'un règlement amiable ou autres arrangements financiers verbaux ou écrits qui suivent : (Donnez les détails et annexez des copies. Mentionnez s'il y a des arrangements en vigueur. Si des paiements alimentaires sont en souffrance, citez les montants qui n'ont pas été payés.)

Date _____ Nature of arrangements
Genre d'arrangement
le _____, 20____ Entente de séparation, dont une copie est jointe à la présente sous la cote A. Les époux ont convenu que la requérante exercerait la garde des enfants, que l'intimé bénéficierait de droits de visite et qu'il verserait mensuellement la somme de 520\$ à compter du _____, 20____, afin d'assurer le soutien des deux enfants. Ladite entente est actuellement en vigueur. L'intimé n'est pas en défaut.

- (b) (Where a claim for support or division of property is made, check the appropriate box or boxes.)

- ☐ The Financial Statement of the petitioner, in the form prescribed by the Rules of Court, is attached.
- ☐ The income information of the petitioner required by the child support guidelines is attached.
- ☐ I claim a division of property not listed in the Financial Statement. A list of all property that I seek to have divided is attached and my claim to each item of property is set out on the list.
- ☐ The petitioner and respondent agree that corollary relief should be granted as set out above in the petitioner's claim.

- b) (Lorsqu'une demande d'ordonnance alimentaire ou de répartition des biens est faite, cochez la ou les cases applicables.)

- ☒ L'état financier du requérant, en la forme prescrite par les règles de procédure, est annexé à la présente demande.
- ☒ Les renseignements sur le revenu du requérant requis en vertu des lignes directrices sur les ordonnances alimentaires au profit d'un enfant sont annexés à la présente demande.
- ☐ Je demande une répartition de biens non énumérés dans l'état financier. Une liste de tous les biens dont je demande la répartition est annexée et ma réclamation de chacun de ces biens y est établie.
- ☒ Le requérant et l'intimé consentent à ce que les mesures accessoires telles que décrites dans la demande du requérant soient accordées.

COLLUSION, CONDONATION AND CONNIVANCE

10 (a) There has been no collusion in relation to this proceeding.

(b) (Where breakdown of the marriage is alleged on the basis of adultery or cruelty, check the box below, unless there has been either connivance or condonation on the part of the petitioner, in which case give full particulars of the facts on which the Court will be asked to find that the public interest would be better served by granting the divorce.)

☐ There has been no condonation or connivance on the part of the petitioner.

PLACE OF TRIAL

11 The petitioner proposes that this proceeding be tried at _____

DECLARATION OF PETITIONER

12 I have read and understand this Petition for Divorce. The statements of which I have personal knowledge are true, and those of which I do not have personal knowledge I believe to be true.

DATED at _____, this _____
City, Prov.
day of _____,

signature of petitioner

Address for service within New Brunswick:

STATEMENT OF SOLICITOR

13 (Where petitioner has retained a solicitor)

I _____, solicitor for the petitioner, certify that I have complied with the requirements of section 9 of the Divorce Act.

(Where in the circumstances it would clearly not be appropriate to discuss the matters in subsection 9(1) with the petitioner, set out the circumstances.)

DATED at _____, this _____
day of _____,

signature of solicitor

solicitor's business address

COLLUSION, PARDON ET CONNIVENCE (b)

10 a) Il n'y a eu aucune collusion relativement à la présente demande.

(b) (S'il est allégué qu'il y a échec du mariage par raison d'adultère ou de cruauté, cochez la case ci-dessous, sauf s'il y a eu connivance ou pardon de la part du requérant; dans ce cas, précisez tous les faits sur lesquels la cour sera appelée à se prononcer pour conclure que l'intérêt public serait mieux servi si le jugement sollicité était rendu.)

☒ Il n'y a eu aucun pardon ou aucune connivance de la part du requérant.

LIEU DU PROCÈS (1)

11 Le requérant propose que la présente instance soit

entendu à Moncton

DÉCLARATION DU REQUÉRANT (18)

12 J'ai lu la présente requête en divorce et j'en comprends le sens. Les faits qui y sont énoncés et dont j'ai une connaissance personnelle sont vrais et je crois être vrais ceux dont je n'ai pas de connaissance personnelle.

FAIT à Moncton le 1 Fevrier
Ville, Prov. 2008

Mme Cormier
signature du requérant

Adresse pour fins de signification au Nouveau-Brunswick :

2, rue des Peupliers
Moncton (Nouveau-Brunswick)
EIC 1A1

DÉCLARATION DE L'AVOCAT

13 (Si le requérant a retenu les services d'un avocat)

JE SOUSSIGNÉ _____, avocat du requérant, atteste m'être conformé aux exigences de l'article 9 de la Loi sur le divorce.

(Si les circonstances en l'espèce sont telles qu'il serait inapproprié de discuter des questions visées au paragraphe 9(1) avec le requérant, indiquez ces circonstances.)

FAIT à _____ le _____

signature de l'avocat

adresse professionnelle de l'avocat

Notes au sujet de la requête en divorce (formule 72A)

1. Lorsque vous déposez votre requête, le registraire y appose un numéro de dossier. Vous devez inscrire ce numéro sur tous les documents que vous déposez au tribunal.
2. Remplissez seulement un côté de la formule (le français ou l'anglais).
3. Consultez l'annexe 5 pour trouver la circonscription judiciaire dans laquelle est situé votre comté.
4. Indiquez votre nom au long comme il figure dans le certificat de mariage.
5. Indiquez le nom et l'adresse au complet de la partie intimée (votre époux est la partie intimée).
6. Indiquez la langue (français ou anglais) que vous désirez employer à l'audition, le cas échéant.
7. Laissez cet espace en blanc; lorsque le registraire recevra la requête en divorce, il indiquera la date précise.
8. **DEMANDE** — Énoncez très clairement vos demandes. Si vous demandez au tribunal de vous accorder la garde ou des droits de visite, décrivez votre demande dans cet espace. Précisez si vous demandez une pension alimentaire pour vous même ou pour un enfant. Si vous désirez que des dispositions de votre entente de séparation soient incluses dans le jugement de divorce, indiquez le avec précision. Joignez une copie de l'entente de séparation à la requête en divorce.
9. **RÉCONCILIATION** — Si vous n'avez pas tenté de vous réconcilier avec votre époux, rayez l'alinéa b). Si vous avez fait des tentatives de réconciliation, décrivez les efforts que vous avez déployés.
10. **ÉTAT CIVIL** — Joignez l'original ou une copie certifiée conforme de votre certificat de mariage. Assurez vous que les renseignements énoncés dans la requête en divorce sont identiques à ceux que contient le certificat de mariage.
11. Indiquez le nom de jeune fille de l'épouse dans cet espace, et non le nom de famille porté pendant un mariage antérieur.
12. **RÉSIDENCE ET RESSORT JUDICIAIRE** — La résidence désigne l'endroit où vous vivez à l'heure actuelle. En vertu de la *Loi sur le divorce*, vous ou la partie requérante devez avoir vécu dans la province pendant au moins un an avant le dépôt de la requête en divorce.
13. **LES ENFANTS** — Assurez vous que les arrangements sur le paiement d'aliments prévus à l'alinéa 7k) sont conformes aux Lignes directrices. Il vous suffit d'indiquer le nom des enfants qui sont à votre charge et pour lesquels vous demandez une pension alimentaire.
14. **AUTRES PROCÉDURES JUDICIAIRES** — Décrivez toute autre instance que vous ou votre époux auriez entreprise à l'égard de votre mariage ou des enfants issus de celui ci.
15. **ENTENTES DE SÉPARATION** — Décrivez toute entente de séparation et joignez en une copie.
16. **COLLUSION, PARDON ET CONNIVENCE** — Rayez l'alinéa 10b), puisque le pardon et la connivence ne s'appliquent qu'en cas d'adultère ou de cruauté.
17. **LIEU DU PROCÈS** — Le lieu de l'audition doit correspondre à la circonscription judiciaire (voir la note 3).
18. **DÉCLARATION DU REQUÉRANT** — Indiquez votre adresse de voirie au long. Également, veuillez indiquer votre adresse postale si elle diffère de votre adresse de voirie.

N'oubliez pas d'apposer votre signature et la date à la dernière page de cette formule et d'indiquer votre adresse dans l'espace réservé à cette fin.

Modèle M.1.2 : Requête conjointe en divorce (formule 72B)

N° du dossier:
1301- ①

COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE Fredericton ②

Roger Léger

REQUÉRANT

-et-

Claire Léger ③

REQUÉRANT CONJOINT

Signé et scellé pour la Cour du Banc de la Reine à
Fredericton par le registraire adjoint de la Cour le

④

Registraire adjoint

REQUÊTE CONJOINTE EN DIVORCE (FORMULE 72B)

(Rayer la mention inutile)

DEMANDE ⑤

1 Le requérant et le requérant conjoint demandent conjointement :

- a) un divorce;
- b) en application de la Loi sur le divorce
 - (i)
 - (ii)
 - (iii)
- c) en application de la Loi sur les biens matrimoniaux
 - (i)
 - (ii)
 - (iii)

(Énoncez de façon précise tout ce que vous désirez faire inclure dans le jugement de divorce. Vous devez vous entendre avec votre conjoint sur tout ce que vous voulez inclure dans ledit jugement de divorce. Si une ordonnance alimentaire au profit d'un enfant est demandée, indiquez le nombre d'enfants mineurs, le nombre d'enfants majeurs, ainsi que la nature et le montant de toutes dépenses spéciales. Si vous désirez inclure, dans le jugement de divorce, les dispositions d'un contrat domestique, d'une entente de séparation, le compte rendu d'un règlement amiable, une ordonnance antérieure de la cour ou tout autre document, annexez une copie du document et faites renvoi aux dispositions particulières à être incluses.)

MOTIFS

- 2 Il y a eu échec du mariage car les époux ont vécu séparément depuis le 4 mars, 2004 et vivent séparément à l'heure actuelle.

RÉCONCILIATION^⑥

3 a) Il n'y a aucune possibilité de réconciliation des époux.

~~b) (s'il y a lieu) Voici les tentatives de réconciliation qui ont été faites:~~

ÉTAT CIVIL^⑦

(Annexez un certificat de mariage ou justifiez son absence.)

4 a) Le requérant et le requérant conjoint se sont épousés le 14 février, 1996 à

Fredericton, N-B.
(endroit)

b) Le requérant avait pour nom de famille à la naissance : LeBlanc

c) Le requérant conjoint avait pour nom de famille à la naissance : Léger

d) Au moment du mariage, l'état matrimonial du requérant et du requérant conjoint était comme suit :

requérant : célibataire requérant conjoint : célibataire

e) Le requérant est né le 12 juin, 1970

f) Le requérant conjoint est né le 9 juillet, 1970

RÉSIDENTE ET RESSORT JUDICIAIRE^⑧

5 a) Le requérant réside à Fredericton .. dans la province de Nouveau-Brunswick

b) Le requérant conjoint réside à Fredericton .. dans la province de Nouveau-Brunswick

(c) (Cochez la case applicable)

☐ Le requérant a

☐ Le requérant conjoint a

☒ Le requérant et le requérant conjoint ont

résidé habituellement dans la province du Nouveau-Brunswick pendant au moins l'année précédant l'introduction de l'instance.

CAPACITÉ

6 Le requérant et le requérant conjoint ont chacun 19 ans révolus et ne sont pas atteints d'une incapacité juridique.

LES ENFANTS ⁹

7 a) Les enfants à charge au sens de la *Loi sur le divorce* sont les suivants:

Noms et prénoms	Date de naissance	École et année	Personne(s) avec laquelle (lesquelles) réside l'enfant et depuis combien de temps
Aucun enfant n'est issu du mariage.			

Les enfants résident habituellement à (municipalité et province, état ou pays)

b) Le requérant et le requérant conjoint demandent une ordonnance par consentement de garde ou de garde conjointe des enfants suivants, selon les modalités qui suivent: (Assurez-vous que la présente demande est conforme à la demande présentée en vertu de l'alinéa 1 b).)

Nom de l'enfant	Modalités de l'ordonnance

c) Le requérant et le requérant conjoint ne demandent pas d'ordonnance de garde et

☐ consentent à la continuation d'une ordonnance de garde antérieure, ou

☐ tentent d'obtenir une ordonnance de garde dans une autre instance, dont les détails sont les suivants: (Donnez le nom de la cour, le numéro du dossier et les détails de l'ordonnance ou de l'instance.)

- d) Le requérant et le requérant conjoint demandent une ordonnance d'accès par consentement (arrangements concernant les droits de visite) pour les enfants suivants, selon les modalités qui suivent: *(Assurez-vous que le présent alinéa est conforme à la demande présentée en vertu de l'alinéa 1 b).)*

Nom de l'enfant	Modalités de l'ordonnance

- e) Les droit d'accès actuels (arrangements concernant les droits de visite) de l'époux conjoint qui ne réside pas avec les enfants sont les suivants: *(Donnez les détails tels les jours de la semaine, les heures de visite et le lieu d'accès.)*

f) Les droits d'accès (arrangements concernant les droits de visite) susmentionnés sont

- ☐ satisfaisants
☐ insatisfaisants.

(Si les droits d'accès ne sont pas satisfaisants, en donner les raisons et décrire comment ils devraient être modifiés.)

g) L'ordonnance demandée en vertu de l'alinéa b) or d) est dans l'intérêt supérieur des enfants pour les raisons suivantes:

h) Les changements dans la situation des époux qui sont susceptibles d'affecter les enfants, leur garde et les droits d'accès (arrangement concernant les droits de visite) sont les suivants:

i) Les arrangements actuels entre le requérant et le requérant conjoint pour les aliments des enfants sont les suivants:

Montant payé	Période (paiement hebdomadaire, mensuel, etc.)	Montant payé par (le requérant ou le requérant conjoint)	Montant payé pour le bénéfice de (nom de l'enfant)
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>

j) Les arrangements actuels relativement aux versements d'aliments

- ☐ sont respectés
☐ ne sont pas respectés

(Si les arrangements ne sont pas respectés, précisez le montant des arrérages et depuis quand ils sont dus. Si vous consentez à une ordonnance pour le paiement partiel ou total de l'arrérage, assurez-vous qu'une demande en vertu de l'alinéa 1b) et incluse.)

k) Le requérant et le requérant conjoint proposent que les arrangements relatifs au paiement d'aliments pour le bénéfice des enfants soient les suivants: *(Assurez-vous que la présente demande est conforme à la demande en vertu de l'alinéa 1b).)*

Montant à être payé	Période (paiement hebdomadaire, mensuel, etc.)	Montant à être payé par (le requérant ou le requérant conjoint)	Montant à être payé pour le bénéfice de (nom de l'enfant)
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>

k.1) La nature et le montant de toutes dépenses spéciales sont comme suit:

Nature des dépenses spéciales	Montant à être payé	Période (paiement hebdomadaire, mensuel, etc.)	Montant à être payé (par le requérant ou le requérant conjoint)	Montant payé pour le bénéfice de (nom de l'enfant)
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>

l) Les besoins éducationnels des enfants

- ☐ sont satisfaits
☐ ne sont pas satisfaits.

(Si ces besoins ne sont pas satisfaits, donnez les détails.)

AUTRE PROCÉDURES JUDICIAIRES ⁽¹⁰⁾

8 Toutes les procédures judiciaires relatives au mariage ou aux enfants à charge sont les suivantes :
(Donnez le nom de la cour, le numéro du dossier, le genre d'ordonnance demandée et l'ordonnance rendue par la cour, s'il y a lieu. Si l'instance n'a pas été menée à conclusion, dites à quelle étape elle se trouve.)

Le mariage n'est l'objet d'aucune instance.

CONTRATS DOMESTIQUES, ENTENTES DE SÉPARATION, COMPTE RENDU D'UN RÈGLEMENT AMIABLE OU AUTRES ARRANGEMENTS FINANCIERS ⁽¹¹⁾

9 Les époux ont conclu un contrat domestique, une entente de séparation, un compte rendu d'un règlement amiable ou autres arrangements financiers verbaux ou écrits qui suivent: (Donnez les détails et annexe des copies. Mentionnez s'il y a des arrangements en vigueur. Si des paiements alimentaires sont en souffrance, citez les montants qui n'ont pas été payés.)

Date

Genre d'arrangement

le 14 février, 1996

Contrat domestique relativement aux biens matrimoniaux. Tous les biens matrimoniaux ont été répartis conformément audit contrat.

ABSENCE DE COLLUSION

10 Il n'y a eu aucune collusion relativement à la présente instance en divorce.

DÉCLARATION DU REQUÉRANT ET DU REQUÉRANT CONJOINT ⁽¹²⁾

11 Le requérant et le requérant conjoint proposent que la présente instance soit entendu à Fredericton, N.-B.

12 a) J'ai lu la présente requête conjointe en divorce et j'en comprends le sens. Les faits qui y sont énoncés sont vrais, au meilleur de mes connaissances.

b) Je comprend que j'ai droit d'obtenir un avis légal indépendant concernant la présente instance et de retenir les services de mon propre avocat.

c) Je sais qu'une demande de répartition des biens en vertu de la Loi sur les biens matrimoniaux ne peut être présentée après l'expiration de 60 jours de la prise d'effet du divorce sauf dans les circonstances énoncées au paragraphe 3(4) de la Loi sur les biens matrimoniaux.

Date le 12 mai, 2008

Adresse (si avocat non retenu)

Roger Léger
signature du requérant
Roger Léger
1230 rue Hald
Fredericton, N.-B. E3E 3E3

Date le 12 mai, 2008

Adresse (si avocat non retenu)

Claire Léger
signature du requérant conjoint
Claire Léger
456 avenue Cercle
Fredericton, N.-B.
E3E 3E4

DÉCLARATION DE L'AVOCAT DU REQUÉRANT

(Rayez le présent paragraphe si le requérant n'a pas retenu les services d'un avocat.)

13 JE SOUSSIGNÉ _____, avocat de requérant,

nom

j'atteste m'être conformé aux exigences de l'article 9 de la Loi sur le divorce. (Si les circonstances sont telles qu'il serait inapproprié de discuter des questions visées au paragraphe 9 (1) avec le requérant, indiquez ces circonstances.)

J'atteste également avoir avisé le requérant conjoint qu'il a le droit d'obtenir un avis légal indépendant et de retenir les services de son propre avocat dans la présente instance.

Date _____

signature de l'avocat

DÉCLARATION DE L'AVOCAT DU REQUÉRANT CONJOINT

(Rayez le présent paragraphe si le requérant conjoint n'a pas retenu les services d'un avocat.)

14 JE SOUSSIGNÉ _____, avocat de requérant,

nom

atteste m'être conformé aux exigences de l'article 9 de la Loi sur le divorce. (Si les circonstances sont telles qu'il serait inapproprié de discuter des questions visées au paragraphe 9 (1) avec le requérant conjoint, indiquez ces circonstances.)

J'atteste également avoir avisé le requérant qu'il a le droit d'obtenir un avis légal indépendant et de retenir les services de son propre avocat dans la présente instance.

Date _____

signature de l'avocat

(Donnez le nom, l'adresse professionnelle et le numéro de téléphone, y compris le numéro de télécopieur, de(s) l'avocat(s).
Donnez le nom, l'adresse et le numéro de téléphone, y compris le numéro de télécopieur, d'un requérant ou requérant conjoint qui n'a pas retenu les services d'un avocat.)

Notes au sujet de la requête conjointe en divorce (formule 72B)

1. Lorsque vous déposez votre requête, le registraire y appose un numéro de dossier. Vous devez inscrire ce numéro sur tous les documents que vous déposez au tribunal.
2. Consultez l'annexe 5 pour trouver la circonscription judiciaire dans laquelle est situé votre comté.
3. Indiquez vos noms au long comme ils figurent sur le certificat de mariage. Vous et votre époux êtes les parties requérantes.
4. Laissez cet espace en blanc; lorsque le registraire recevra la requête en divorce, il indiquera la date précise.
5. **DEMANDE** — Énoncez très clairement vos demandes. Dans le cas d'une requête conjointe, vous ne pouvez demander que le divorce et des mesures accessoires dans le cadre d'une ordonnance par consentement. Si vous désirez que des clauses de votre entente de séparation soient incluses dans le jugement de divorce, indiquez le avec précision. Joignez une copie de l'entente de séparation à la requête en divorce.
6. **RÉCONCILIATION** — Si vous n'avez pas tenté de vous réconcilier avec votre époux, rayez l'alinéa b). Si vous avez fait des tentatives de réconciliation, décrivez les efforts que vous avez déployés.
7. **ÉTAT CIVIL** — Joignez l'original ou une copie certifiée conforme de votre certificat de mariage. Assurez vous que les renseignements énoncés dans la requête en divorce sont identiques à ceux que contient le certificat de mariage.
8. **RÉSIDENTE ET RESSORT JUDICIAIRE** — La résidence désigne l'endroit où vous vivez à l'heure actuelle. En vertu de la *Loi sur le divorce*, vous ou la partie requérante devez avoir vécu dans la province pendant au moins un an avant la décision du tribunal.
9. **LES ENFANTS** — Assurez vous que les arrangements sur le paiement d'aliments prévus à l'alinéa 7(k) sont conformes aux Lignes directrices.

10. **AUTRES PROCÉDURES JUDICIAIRES** — Décrivez toute autre instance que vous ou votre époux auriez entreprise à l'égard de votre mariage ou des enfants issus de celui-ci.
11. **ENTENTES DE SÉPARATION** — Décrivez toute entente de séparation et joignez en une copie.
12. **DÉCLARATION DES REQUÉRANTS** — Indiquez votre adresse de voirie respective au long. Également, veuillez indiquer votre adresse postale si elle diffère de votre adresse de voirie.

N'oubliez pas que vous devez tous les deux apposer votre signature et la date à la dernière page de cette formule et indiquer votre adresse respective dans l'espace réservé à cette fin.

COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

DIVISION DE LA FAMILLE, CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE FREDERICTON

ENTRE : **Roger Léger- et - Claire Léger PARTIES REQUÉRANTES**

AFFIDAVIT

NOUS SOUSSIGNÉS, **Roger Léger**, de la municipalité de **Fredericton**, comté de **York**, province du Nouveau-Brunswick, **plombier**, et **Claire Léger**, de la municipalité de **Fredericton**, comté de **York**, province du Nouveau-Brunswick, **traiteur**, DÉCLARENT SOUS SERMENT CE QUI SUIT :

1. Nous sommes les parties requérantes dont les noms figurent dans la requête en divorce datée du _____ 20 ____.
2. Nous avons tous les deux résidé habituellement au Nouveau-Brunswick pendant une année immédiatement avant la date du dépôt de la requête en divorce.²³
3. Il n'y a pas de possibilités de réconciliation entre les époux. Les parties requérantes vivent séparément depuis le _____ 20 _____. Les parties requérantes ont eu peu de contacts depuis la date de leur séparation.
4. Les parties requérantes attestent que tous les renseignements énoncés dans la requête en divorce sont exacts.
5. Le certificat de mariage est joint à la requête en divorce.
6. Les parties requérantes se sont séparées le _____ 20 ____ et vivent séparément depuis cette date. Cette séparation a provoqué l'échec irrémédiable du mariage. À la date de la séparation et continuellement depuis celle ci, les parties requérantes ont toujours eu l'intention de continuer à vivre séparément.
7. **Aucun enfant n'est issu du mariage.**
8. Les parties requérantes ne sont ni directement ni indirectement parties à une entente ou à un complot en vue de déjouer l'administration de la justice, ni à un accord, une entente ou un autre arrangement visant à fabriquer ou à supprimer des éléments de preuve ou à tromper le tribunal.
9. **Les parties requérantes ne désirent pas demander la répartition des biens matrimoniaux pour le moment. Les parties requérantes savent qu'aucune demande de répartition des biens en vertu de la Loi sur les biens matrimoniaux ne peut être présentée plus de 60 jours après la prise d'effet du divorce, sauf dans les cas prévus au paragraphe 3(4) de la Loi sur les biens matrimoniaux.**

FAIT SOUS SERMENT devant moi à _____, comté de York,
province du Nouveau-Brunswick,
le _____ 20 ____.

Commissaire à la prestation des serments²⁴
Avocat
ou
Ma commission se termine le :
(Mois, jour, année)

Roger Léger

Roger Léger

Claire Léger

Claire Léger

²³ Si vous résidez dans les municipalités différents, précisez lequel de vous deux vit dans la circonscription judiciaire dans laquelle vous avez introduit l'instance.

²⁴ Écrivez le nom du commissaire à la prestation des serments en lettres moulées sous la ligne.

Annexe 2 : Les documents que vous devez préparer pour votre dossier (audience du tribunal)

Pour constituer votre dossier si vous procédez par voie d'audition devant le tribunal, préparez les documents ci-dessous et classez-les dans l'ordre suivant :

1. La **lettre d'accompagnement** (voir le modèle M.6, page 28).
2. La **page couverture du dossier** (voir le modèle M.7, page 29).
3. La **table des matières** (voir le modèle M.16, page 67).
4. La **requête en divorce** et les documents annexés (le certificat de mariage et, au besoin, les états financiers et les autres renseignements sur le revenu ainsi que l'entente de séparation si vous en avez une); joignez aussi toute requête amendée.
5. La **preuve de signification**, c'est-à-dire soit l'**affidavit de signification**, soit la **carte d'accusé de réception**, doit être jointe au recto de l'original de la requête en divorce.
6. La **réponse de la partie intimée**.
7. Le **certificat de mise à jour** (la copie certifiée conforme).
8. Le **certificat de mise en état** (formule 47B); voir le modèle M.17, page 68 si vous procédez par voie d'audition devant le tribunal.

**N'oubliez pas de faire et de conserver
une copie de tous les documents.**

Modèle M.16 : Table des matières du dossier (procédure par voie d'audition)

N° de dossier : 1301-0000

**COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE MONCTON**

ENTRE :

**Marie Cormier
PARTIE REQUÉRANTE**

- et -

**Robert Cormier
PARTIE INTIMÉE**

TABLE DES MATIÈRES

(Procédure par voie d'audition)

1. Certificat de mise en état
2. Certificat de mise à jour du Bureau d'enregistrement des actions en divorce
3. Affidavit de signification
4. Requête en divorce originale de Marie Cormier et les documents annexés
5. La réponse de la partie intimée.

Modèle M.17 : Certificat de mise en état (procédure par voie d'audition)

N° de dossier : 1301-0000

**COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE MONCTON**

ENTRE : ²⁵

**Marie Cormier
PARTIE REQUÉRANTE**

- et -

**Robert Cormier
PARTIE INTIMÉE**

CERTIFICAT DE MISE EN ÉTAT (procédure par voie d'audition) (FORMULE 47B)

JE SOUSSIGNÉE, **Marie Cormier**, atteste que les plaidoiries sont closes et que je suis maintenant prête pour l'audience.²⁶

Ayant consulté la partie intimée, j'informe la cour de ce qui suit :

- a) nous reconnaissons que toutes les formalités préalables à l'audience sont terminées;
- b) nous estimons que l'audition de la requête durera 15 minutes;
- c) les parties ont l'intention d'utiliser la langue française;
- d) les services d'un interprète ne seront pas requis.

FAIT à Moncton, Nouveau-Brunswick, le _____ 20____.

Marie Cormier

Marie Cormier, partie requérante

²⁵ Si vous présentez une requête conjointe en divorce, les deux époux sont parties requérantes. Toutes les fois que vous verrez l'expression « partie intimée » dans un modèle, remplacez la par « partie requérante ».

²⁶ Si vous présentez une requête conjointe en divorce, indiquez ce qui suit :

Nous, _____ et _____, parties requérantes, attestons que les plaidoiries sont closes et que nous sommes maintenant prêts pour l'audience. Nous informons la cour de ce qui suit : ».

Annexe 3 : Échec du mariage

Le présent guide a été conçu à l'intention des époux qui veulent divorcer en invoquant comme motif qu'ils ont vécu **séparément** pendant au moins un an. Même si le seul motif de divorce est l'échec du mariage, il y a différentes façons de prouver que votre mariage a échoué. **Lisez la présente annexe pour vous familiariser avec la terminologie qui concerne l'échec du mariage.**

Le **motif du divorce** est une raison de divorcer que reconnaît la loi. Le seul motif de divorce, en vertu de la *Loi sur le divorce*, est **l'échec du mariage**. Le mariage a échoué lorsque les époux se trouvent dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- les époux **ont vécu séparément pendant au moins un an** avant le prononcé du jugement du tribunal;
- l'un des époux (celui qui est intimé dans la requête en divorce) a commis **l'adultère**;
- l'un des époux (celui qui est intimé dans la requête en divorce) a traité l'autre avec **une cruauté physique ou mentale** qui rend intolérable le maintien de la cohabitation.

Si vous êtes dans l'une ou l'autre de ces situations, vous pouvez demander au tribunal de prononcer le divorce. Lorsque l'un des époux demande le divorce en invoquant la séparation comme motif, l'identité de l'époux « fautif » n'a aucune importance.

Saviez-vous?

Même si l'échec du mariage est le seul motif pouvant être invoqué pour le divorce, 97 % des Néo-Brunswickois invoquent plutôt le motif de la « séparation », ce qui signifie que les deux parties doivent prouver qu'elles ne font plus vie commune depuis au moins un an avant la décision du tribunal.

Séparation

Le fait pour les époux d'avoir vécu séparément pendant au moins un an suffit à prouver l'échec du mariage.

REMARQUE : Vous pouvez déposer votre requête en divorce même si vous avez **vécu séparément pendant moins d'un an**, mais vous ne pouvez pas déposer votre dossier avant qu'une année ne se soit écoulée. Le **tribunal** attendra qu'une année soit passée avant de vous accorder le divorce fondé sur **le motif de la séparation**.

« Vivre séparément »

L'expression « vivre séparément » signifie que les époux ne vivent pas en conjugalité. Deux personnes peuvent vivre séparément même si elles habitent la même maison, et deux personnes peuvent avoir une vie conjugale même si elles n'habitent pas ensemble. Pour déterminer si des époux ont vécu séparément, les tribunaux tiennent compte d'éléments comme les décisions qu'ils ont prises en se consultant et le fait qu'ils passent volontairement du temps ensemble, à l'heure des repas, par exemple.

Que signifie la séparation au plan juridique?

La séparation se produit lorsque l'un des époux quitte la relation matrimoniale dans l'intention d'y mettre un terme. Sur le plan juridique, la séparation désigne l'action de se retirer du **consortium** familial. Le **consortium** englobe l'amour, les relations sexuelles, l'affection, le soutien et la coopération. Il désigne l'ensemble de l'institution du mariage avec toutes ses composantes. Il se poursuit lorsque les époux sont séparés temporairement et n'ont pas l'intention de mettre un terme à leur relation matrimoniale. Il peut même continuer d'exister en l'absence de relations sexuelles. Le tribunal ne prononcera pas le divorce si le **consortium** existe toujours.

Les époux peuvent résider sous le même toit tout en vivant séparément si chacun d'eux mène une vie indépendante de celle de l'autre. Les tribunaux ont déjà jugé que des personnes vivaient séparément même si elles habitaient la même maison. Les époux en question faisaient chambre à part et n'avaient pas de relations sexuelles. Ils communiquaient peu, ne se rendaient pas service, ne mangeaient pas ensemble et ne se fréquentaient pas.

Devons nous consentir tous les deux à la séparation?

Il n'est pas essentiel que les deux époux consentent à la séparation. Si l'un des époux quitte la relation matrimoniale, l'un ou l'autre peut demander le divorce en présentant une requête au tribunal. De plus, les deux époux peuvent demander le divorce au moyen d'une requête conjointe. Pour les besoins de l'instance en divorce, le motif du départ de l'époux n'a pas d'importance.

Que se passe-t-il si nous tentons de nous réconcilier pendant un certain temps?

Vous pouvez obtenir le divorce, même si vous avez tenté de vous réconcilier. Les époux peuvent vivre de nouveau ensemble (« cohabiter ») à une ou plusieurs reprises après la séparation, dans la mesure où leur cohabitation ne dure pas plus de 90 jours en tout. Si vous avez vécu séparément durant quelques mois avant de cohabiter pendant plus de 90 jours, vous avez interrompu l'année de séparation nécessaire. Pour pouvoir invoquer le motif de la séparation pendant au moins un an, vous devrez recommencer à calculer le délai à compter de la séparation la plus récente.

Il existe une exception à la règle de l'interruption pendant plus de 90 jours de la séparation d'une année. Le tribunal peut juger que la séparation n'a pas été interrompue si l'un des époux devient incapable de former l'intention de vivre séparément,

par exemple s'il souffre d'une incapacité mentale temporaire ou s'il est interné dans un établissement psychiatrique.

Comment puis-je prouver la durée de la séparation?

Pour prouver l'échec de votre mariage en raison de votre séparation depuis au moins un an, vous devez indiquer la date exacte à laquelle vous vous êtes séparés. Vous devez aussi déclarer toute tentative de réconciliation, notamment toute reprise de la cohabitation et toute consultation d'un conseiller matrimonial. Si vous avez préparé une **entente de séparation**, ce document juridique prouvera que vous avez sérieusement l'intention de mettre un terme à votre lien conjugal.

Suspension ou rejet du divorce

Si les époux n'ont pas pris des arrangements raisonnables au sujet du soutien des enfants, le tribunal peut suspendre le divorce jusqu'à ce qu'ils le fassent. Pour donner des indications au sujet de ce qui est raisonnable en la matière, le gouvernement du Canada a établi les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*. Les tables des *Lignes directrices* se trouvent parmi les règlements de la Loi sur le divorce. Le montant de la pension alimentaire pour enfants payable en vertu des Lignes directrices est calculé en fonction du revenu annuel de l'époux qui n'exerce pas la garde des enfants et de la province dans laquelle il réside.

Le tribunal doit ainsi s'assurer qu'il n'existe **aucune collusion ni connivence entre les époux et que l'acte justifiant la demande n'a pas fait l'objet d'un pardon**. Si le tribunal constate qu'il y a collusion entre les époux, il doit refuser de prononcer le divorce. Lorsque le tribunal conclut à la connivence ou au pardon, il doit refuser de prononcer le divorce, à moins qu'il juge que celui-ci est dans l'intérêt public.

L'entente de séparation est un accord entre les époux en instance de divorce ou de séparation. L'entente prend généralement la forme d'un écrit que les deux époux signent après avoir bénéficié d'avis juridiques indépendants. L'entente fait foi des arrangements que les époux ont pris au sujet des questions comme la pension alimentaire au profit de l'un d'entre eux, la répartition des biens, la garde des enfants et la pension alimentaire pour les enfants. L'entente de séparation peut être déposée auprès du tribunal pour les besoins de l'exécution de l'ordonnance alimentaire. Le tribunal peut tenir compte de l'entente de séparation lorsqu'il établit les conditions du divorce, mais il n'est pas tenu de le faire.

Empêchements au divorce

- Il y a **collusion** lorsque les époux s'entendent ou conspirent en vue de déjouer l'administration de la justice, de fabriquer ou de supprimer des éléments de preuve ou de tromper le tribunal. À titre d'exemple, il y a collusion si les époux conviennent d'abréger la durée obligatoire de la séparation en déclarant de fausses dates.
- Il y a **connivence** si l'un des époux incite directement l'autre à commettre l'adultère ou un acte de cruauté ou s'il ne réagit pas après avoir pris connaissance de l'adultère ou de l'acte de cruauté. L'époux qui incite l'autre ou qui ferme les yeux ne peut pas ensuite invoquer l'adultère ou l'acte de cruauté en question pour demander le divorce.
- Il y a **pardon** lorsqu'un époux commet l'adultère ou un acte de cruauté et que l'autre époux poursuit la relation matrimoniale malgré en avoir pris connaissance. Dans de telles circonstances, les époux ne peuvent invoquer l'adultère ou l'acte de cruauté en question comme motif de l'échec de leur mariage.

Annexe 4 : Obtenir un exemplaire de votre certificat de mariage

Si vous vous êtes mariés dans une autre province ou dans un territoire et si vous avez besoin de l'original de votre certificat de mariage, vous devez l'obtenir auprès de cette province. L'adresse de chaque autorité provinciale est indiquée ci-dessous. Vous devez faire les démarches nécessaires pour obtenir une formule de demande de certificat de mariage en précisant que vous en avez besoin dans le cadre d'une instance en divorce. Des exigences particulières pourraient être en vigueur.

Nouveau-Brunswick Statistiques de l'état civil Ministère de la Santé et du Mieux être C. P. 6000 Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1 Téléphone : (506) 453 2385 Télécopieur : (506) 444 4139	Alberta Bureau of Vital Statistics 10365, 97e Rue C. P. 2023 Edmonton (Alberta) T5J 4W7 Téléphone : (780) 427 7013 Télécopieur : (780) 422 9117
Colombie Britannique Division of Vital Statistics Ministry of Health Planning C. P. 9657, succ. Gouv. prov. Victoria (Colombie Britannique) V8W 9P3 Téléphone : (250) 952 2681 Télécopieur : (250) 952 2527	Manitoba Bureau de l'état civil 254, avenue Portage Winnipeg (Manitoba) R3C 0B6 Téléphone : (204) 945 3701 Télécopieur : (204) 948 3128
Terre Neuve Vital Statistics Division Department of Government Services 5, place Mews, C. P. 8700 St. John's (Terre Neuve et Labrador) A1B 4J6 Téléphone : (709) 729 3308 Télécopieur : (709) 729 0946	Nouvelle-Écosse Service Nova Scotia and Municipal Relations Services C. P. 157 Halifax (Nouvelle Écosse) B3J 2M9 Téléphone : (902) 424 4381 Télécopieur : (902) 424 0678
Territoires du Nord Ouest Vital Statistics 107, chemin MacKenzie, Bureau 205, sac 9 Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Inuvik (Territoires du Nord-Ouest) X0E 0T0 Téléphone : (867) 777 7422 Télécopieur : (867) 777 3197	Nunavut Vital Statistics Sac n° 3, Health and Social Services Rankin Inlet (Nunavut) X0C 0G0 Téléphone : (867) 645 5002 Télécopieur : (867) 645 2997
Ontario Statistiques de l'état civil Bureau du registraire général C. P. 4600, 189, chemin Red River Thunder Bay (Ontario) P7B 6L8 Téléphone : (416) 325 8305 ou (800) 567 3900 Télécopieur : 1 807 343 7459	Île du Prince-Édouard Vital Statistics Department of Health & Social Services C. P. 3000, 35, chemin Douses Montague (Île du Prince-Édouard) C0A 1R0 Téléphone : (902) 838 0880 Télécopieur : (902) 838 0883

<p>Québec Directeur de l'état civil 2535, boulevard Laurier Sainte Foy (Québec) G1V 5C5 Téléphone : (418) 643 3900 Télécopieur : (418) 646 3255</p>	<p>Saskatchewan Vital Statistics – Customer Support Information Services Corporation Regina (Saskatchewan) SHR 8H2 Téléphone : (306) 787 3092 Télécopieur : (306) 787 2288</p>
<p>Yukon Vital Statistics Agency Health and Social Services C. P. 2703 Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6 Téléphone : (867) 667 5207 Télécopieur : (867) 393 6486</p>	<p>Personnes qui se sont mariées à l'extérieur du Canada Si vous vous êtes mariés à l'extérieur du Canada, adressez vous au bureau local des Statistiques de l'état civil afin de vous assurer que votre certificat de mariage est acceptable. Si le certificat de mariage n'est pas rédigé en français ou en anglais, vous devrez fournir une traduction.</p>

Annexe 5 : Circonscriptions judiciaires du Nouveau-Brunswick

Bathurst Cour du Banc de la Reine, Division de la famille C. P. 5001, 254, rue St. Patrick Bathurst (Nouveau-Brunswick) E2A 3Z9 Greffe : 547 2150	La circonscription judiciaire de Bathurst comprend : Le comté de Gloucester
Campbellton Cour du Banc de la Reine, Division de la famille C. P. 5001, 157, rue Water Campbellton (Nouveau-Brunswick) E3N 3H5 Greffe : 789 2364	La circonscription judiciaire de Campbellton comprend : Le comté de Restigouche
Edmundston Cour du Banc de la Reine, Division de la famille C. P. 5001, 121, rue de l'Église Edmundston (Nouveau-Brunswick) E3V 3L3 Greffe : 735 2029	La circonscription judiciaire d'Edmundston comprend : Le comté de Madawaska ainsi que Drummond et Grand-Sault dans le comté de Victoria
Fredericton Cour du Banc de la Reine, Division de la famille C. P. 6000, 427, rue Queen Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1 Greffe : 453 2015	Judicial District of Fredericton includes York County, Sunbury County and Queens County
Miramichi Cour du Banc de la Reine, Division de la famille 673, route King George Miramichi (Nouveau-Brunswick) E1V 1N6 Greffe : 627 4023	La circonscription judiciaire de Miramichi comprend : Le comté de Northumberland
Moncton Cour du Banc de la Reine, Division de la famille C. P. 5001, 770, rue Main Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 8R3 Greffe : 856 2304	La circonscription judiciaire de Moncton comprend : Le comté d'Albert, le comté de Westmorland et le comté de Kent
Saint John Cour du Banc de la Reine, Division de la famille C. P. 5001, 110, rue Charlotte Saint-Jean (Nouveau-Brunswick) E2L 4Y9 Greffe : 658 2560	La circonscription judiciaire de Saint John comprend : Le comté de Charlotte, le comté de Saint John et le comté de Kings
Woodstock Cour du Banc de la Reine, Division de la famille C. P. 5001, 689, rue Main Woodstock (Nouveau-Brunswick) E7M 5C6 Greffe : 325 4414	La circonscription judiciaire de Woodstock comprend : Le comté de Carleton et le comté de Victoria, sauf la paroisse de Drummond et la ville de Grand Sault (voir Edmundston)

Annexe 6 : Si vous changez d'idée ou désirez corriger une erreur

Il arrive que la partie requérante change d'idée après avoir déposé sa requête, qu'elle décide de mettre fin à l'instance ou qu'elle veuille corriger une erreur dans un document. Voici ce que vous devez savoir à ce sujet :

- Si vous désirez mettre fin à votre démarche après avoir intenté une action en divorce, entrez en contact avec le bureau du registraire. Vous devrez déposer un **avis de désistement** (formule 25A) au bureau du registraire et en faire signifier une copie à la partie intimée (voir le modèle M.14).

Modèle M.14 : Avis de désistement (formule 25A)

N° de dossier : 1301-0000

COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE MONCTON

ENTRE :²⁹ :

Marie Cormier
PARTIE REQUÉRANTE

- et -

Robert Cormier
PARTIE INTIMÉE

AVIS DE DÉSISTEMENT (FORMULE 25A)

La partie requérante se désiste complètement de cette action.

FAIT à le 20....

Marie Cormier

Marie Cormier
2, rue des Peupliers
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 3B3

²⁹ Si vous présentez une requête conjointe en divorce, les deux époux sont parties requérantes. Toutes les fois que vous verrez l'expression « partie intimée » dans un modèle, remplacez la par « partie requérante ».

- Vous pouvez vous désister de l'instance à tout moment avant la clôture des plaidoiries qui a lieu lors de la signification de votre réplique à la partie intimée (après que celle-ci vous a fait signifier sa réponse) ou à l'expiration du délai qui vous est imparti pour faire signifier votre réplique à la partie intimée.
- Si la partie intimée a déposé sa réponse, vous devrez obtenir son consentement écrit ou l'autorisation du tribunal pour vous désister de l'instance.
- Si votre situation a changé ou si vous découvrez que vous avez fait une erreur ou une omission, vous pourrez modifier votre requête après l'avoir déposée. C'est ce qu'on appelle **amender la requête originale**. Remplissez une nouvelle **formule de requête** en y inscrivant le **même numéro de dossier que l'original**. Indiquez **AMENDÉE** sous le titre Requête en divorce, et soulignez tous les changements.
- Sur la requête amendée, vous devez remplir la **Déclaration de la partie requérante** sur la dernière page et inclure les pièces jointes de la requête originale - même le **certificat de mariage**.
- Déposez la requête amendée au bureau du greffier. Le greffier adjoint déposera la requête amendée et vous retournera la version originale. Ensuite, signifiez une copie de la requête amendée à votre époux par signification personnelle des documents (voir l'étape 3.) Il n'y a pas de frais pour déposer une requête amendée.
- Si vous souhaitez modifier votre requête après qu'une réponse vous a été signifiée, vous devez obtenir le consentement de votre époux ou la permission de la cour. Dans ce cas, consultez un avocat.

Demandes incomplètes

Parfois, après que la partie requérante a déposé le dossier de l'instance auprès de la cour, le tribunal retourne le document parce que le dossier de l'instance est incomplet. Il y a des frais de 10 \$ si un juge vous avise de soumettre à nouveau votre dossier de l'instance parce qu'il est incomplet! Certains des motifs fréquents pour lesquels la cour peut vous retourner vos documents comprennent, sans s'y limiter, ce qui suit :

- vous n'avez pas précisé au paragraphe 1 de la requête tout ce que vous souhaitiez que la cour inscrive dans le jugement de divorce,
- votre déclaration au paragraphe 1 ne correspond pas à votre demande du paragraphe 7,
- vous n'avez pas joint les documents nécessaires comme la version originale du certificat de mariage,
- vous avez attendu trop longtemps avant de signifier votre requête,
- vous n'avez pas fourni à la cour une preuve convenable de signification,
- votre preuve par affidavit n'a pas été faite sous serment devant un commissionnaire à la prestation des serments,
- votre preuve par affidavit a été faite sous serment, mais vous avez attendu trop longtemps pour déposer votre dossier de l'instance,
- la partie requérante n'a pas signé la requête ou la preuve par affidavit.

Annexe 7 : Préparer et remplir les formules et les documents

Cette section comprend des renseignements additionnels concernant la préparation des formules et des documents.

Intitulé d'une instance

Chaque affaire soumise au tribunal a un intitulé. C'est le moyen qu'a le tribunal de répertorier les dossiers. Quand vous produisez les documents et les formules nécessaires à l'obtention de votre divorce, vous devez toujours utiliser le même en tête, qu'on appelle « l'intitulé d'une instance ». Seul le titre de chaque document change (ligne 5 dans l'exemple ci dessous).

Exemple d'intitulé d'une instance

N° dossier : 1301 _____ 1	
COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK	
DIVISION DE LA FAMILLE	
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE _____ 2	
ENTRE : _____ 3	
PARTIE REQUÉRANTE	
- et -	
_____ 4	
PARTIE INTIMÉE	
_____ 5	

Remarques :

- 1 Le registraire vous donne un **numéro de dossier** lorsque vous déposez votre requête en divorce. Vous devez indiquer ce numéro sur tous les documents qui concernent votre divorce.
- 2 Indiquez la **circonscription judiciaire** dans laquelle vous allez déposer les documents. La circonscription judiciaire doit être celle de l'endroit au Nouveau-Brunswick où l'un ou l'autre des époux réside habituellement. Si les deux époux vivent au Nouveau-Brunswick, la requête est normalement déposée dans la circonscription judiciaire dans laquelle réside la partie requérante. C'est dans cette circonscription qu'aura lieu l'audition devant le tribunal, le cas échéant.
- 3 Indiquez votre nom au complet sur cette ligne (si vous êtes la partie requérante, c. à d. celle qui présente la requête).
- 4 Indiquez le nom au complet de votre époux sur cette ligne (votre époux est la partie intimée, c. à d. celle qui peut répondre à la requête). Les deux époux sont « parties requérantes » s'ils présentent une requête conjointe.
- 5 Indiquez le titre du document et le numéro de la formule (le cas échéant) sur cette ligne. Par exemple : « Affidavit », « Demande de divorce (Formule 72K) », « Table des matières », etc.

Qu'est-ce que le certificat de mise à jour?

Le certificat de mise à jour atteste du fait que vous même et votre époux n'avez pas déjà entamé une instance en divorce. Le Bureau d'enregistrement des actions en divorce à Ottawa reçoit toutes les requêtes en divorce déposées au pays. Il vérifie qu'aucune autre action en divorce mettant en cause les mêmes parties n'a été intentée devant un autre tribunal au Canada. Une fois que vous avez entamé une instance en divorce au Nouveau-Brunswick ou ailleurs au Canada, votre dossier demeure ouvert, peu importe le moment où l'action a été introduite. Aucun dossier n'est fermé ou abandonné. Le Bureau d'enregistrement délivre le certificat de mise à jour s'il ne trouve aucune autre action en divorce en instance entre vous et votre époux a entrepris auparavant au Canada. Si vous recevez le certificat de mise à jour, cela signifie que le Bureau d'enregistrement permet que vous passiez à l'étape suivante de votre requête en divorce. **Votre certificat n'est pas votre jugement de divorce. Il ne signifie pas que vous êtes divorcés.**

Si vous ne recevez pas le certificat, cela signifie qu'une autre action en divorce a été intentée par vous même ou par votre époux devant un autre tribunal au Canada. Dans ce cas, le Bureau d'enregistrement préviendra les tribunaux concernés. Le registraire du tribunal devant lequel l'un des époux a déposé la première requête devra avertir l'époux concerné. Si l'une des requêtes est abandonnée, l'autre pourra donner lieu à la délivrance d'un certificat de mise à jour.

Affidavit

L'affidavit est une déclaration écrite dans laquelle vous énoncez des faits que vous jurez ou affirmez être vrais. Même si l'affidavit n'est pas une formule, vous devez y indiquer l'intitulé dans la partie supérieure. Faire un affidavit équivaut à témoigner devant le tribunal et à répondre aux questions que le juge poserait. Au lieu de donner la preuve de vive voix, vous la consignez par écrit. Étant donné que l'affidavit n'est pas une formule mais une déclaration que vous rédigez vous même, vous devez vous assurer que tout ce que vous y déclarez est véridique. Faire une fausse déclaration dans un affidavit est une infraction criminelle.

Faites ce qui suit quand vous préparez un affidavit :

- Divisez vos déclarations en paragraphes;
- Énoncez un seul fait par paragraphe;
- Numérotez vos paragraphes;
- Énoncez uniquement des faits;
- Tenez-vous en aux faits dont vous avez personnellement connaissance;
- Limitez vous à énoncer des faits qui ne suscitent aucune controverse, mais si vous invoquez un fait litigieux, expliquez comment vous en avez pris connaissance (par exemple : donnez le nom de la personne qui vous l'a dit) et indiquez que vous le croyez véridique;
- Énoncez tous les faits pertinents;
- Ne faites aucune accusation, allégation ni déclaration non pertinente;
- Employez des termes non ambigus et neutres.

Renseignements à inclure dans l'affidavit de la partie requérante

Si la partie intimée ne vous a pas fait signifier de réponse et si vous désirez procéder par **affidavit**, plutôt que par voie d'audition, vous devrez préparer un **affidavit de la partie requérante**. Il y a certains renseignements que vous devrez inclure dans votre affidavit (voir ci dessous). **Il est inutile que vous prépariez cet affidavit si vous procédez par voie d'audition.**

Si vous avez déposé la **requête en divorce de la formule 72A** (requête par un seul époux), vous devrez énoncer tous les renseignements ci dessous dans votre affidavit. Si vous avez déposé la **requête conjointe en divorce de la formule 72B**, vous devrez énoncer les faits énumérés aux points **a., c., d., e., f., g., i., k. et l.** ci dessous et vous assurer d'inclure les renseignements demandés aux points **g., k. et l.** Votre affidavit doit expressément faire mention des deux époux. Que vous procédiez par affidavit ou par voie d'audition, vous devrez remplir la formule prévue au point **n.** si vous demandez que votre divorce prenne effet avant le trente et unième jour qui suit le jugement.

- a. Donnez l'identité des époux qui sont parties à l'instance en divorce, et indiquez que l'un des époux a résidé habituellement au Nouveau-Brunswick pendant au moins l'année précédant l'introduction de l'instance.
- b. Donnez la dernière adresse connue de votre époux et indiquez comment vous en avez pris connaissance.
- c. Donnez assez de renseignements pour que le tribunal soit convaincu qu'il n'y a pas de possibilités de réconciliation entre les époux ou qu'il serait manifestement contre indiqué que le tribunal s'en assure dans les circonstances.
- d. Attestez que tous les renseignements énoncés dans la requête en divorce sont exacts, sauf indication contraire de votre part dans l'affidavit.
- e. Si vous n'avez pas pu joindre votre certificat de mariage à votre requête en divorce, annexe le à votre affidavit ou décrivez les démarches que vous avez faites pour l'obtenir et les raisons pour lesquelles il a été impossible de vous le procurer. Dans ce cas, vous devrez également indiquer la date et le lieu de votre mariage et donner suffisamment de faits pour établir son existence.
- f. Énoncez les motifs de l'échec du mariage qui justifient le divorce. Si vous demandez le divorce en raison de votre séparation, indiquez que « les parties se sont séparées le _____ 20 _____ et vivent séparément depuis cette date, ce qui a entraîné l'échec irrémédiable du mariage. Depuis la date de la séparation, la partie intimée et moi-même avons toujours eu l'intention de vivre séparément ». Si, depuis l'échec de votre mariage, vous avez tenté de vous réconcilier pendant une période d'au plus 90 jours, vous devez aussi l'indiquer. De plus, si votre époux ne partageait pas votre intention de continuer à vivre séparément, indiquez ce qui suit : « C'est moi qui a l'intention de vivre séparément ».
- g. Affirmez qu'il n'y a pas eu d'entente ou de complot auxquels vous avez été partie, directement ou indirectement, en vue de déjouer l'administration de la justice, et qu'il n'y a pas eu d'accord, d'entente ou d'arrangement visant à fabriquer ou à supprimer des éléments de preuve ou à tromper le tribunal.
- h. Adultère et cruauté : **Ce point ne vous concerne pas si vous invoquez une séparation d'un an comme motif de l'échec de votre mariage.**
- i. Expliquez les arrangements que vous avez déjà pris et que vous allez prendre en ce qui concerne la garde et les droits de visite relativement à chaque enfant, s'ils sont différents de ce que vous avez indiqué dans la requête en divorce.
- j. Si vous demandez une pension alimentaire pour vous-même, décrivez vos besoins et la capacité de payer de votre époux en tenant compte des états financiers déposés. Décrivez tout changement de situation qui est survenu depuis le dépôt des états financiers.
- j.1. Si vous demandez une pension alimentaire pour vos enfants, expliquez les circonstances qui justifient votre demande en tenant compte des états financiers et des renseignements sur le revenu déposés. Décrivez tout changement de situation qui est survenu depuis le dépôt des états financiers et des renseignements sur le revenu.
- k. Si vous ne demandez pas la répartition des biens matrimoniaux, confirmez que vous ne désirez pas que soient répartis les biens pour le moment et ajoutez que vous savez qu'aucune demande de répartition des biens sous le régime de la *Loi sur les biens matrimoniaux* ne peut être faite plus de 60 jours après la prise d'effet du divorce, sauf dans les circonstances prévues au paragraphe 3(4) de la *Loi sur les biens matrimoniaux*.
- l. Si vous désirez que le juge incorpore dans le jugement de divorce les dispositions d'un contrat familial, d'une entente de séparation, d'un règlement amiable, d'une ordonnance antérieure ou de tout autre document, annexe le à titre de pièce jointe et précisez les clauses ou les termes exacts que vous voulez qu'il reprenne.
- m. Si vous demandez les dépens, énoncez suffisamment de faits pour permettre au tribunal de décider s'il doit vous les octroyer.
- n. Si vous demandez que votre divorce prenne effet avant le trente et unième jour qui suit le jugement, décrivez les circonstances particulières qui le justifient et remplissez la **formule 72L – Entente des époux de ne pas interjeter appel** (voir le modèle M.12). **Remarque :** Étant donné que le délai de trente et un jours est raisonnablement court, il doit exister des circonstances exceptionnelles dans l'intervalle pour convaincre le tribunal de faire une exemption à votre égard. Cette demande est **rarement** accordée.

Pour rédiger votre affidavit, inspirez vous du **modèle M.11 (requête en divorce par un époux)** ou du **modèle M.15 (requête conjointe en divorce)**. Étudiez ces modèles et modifiez les en fonction de votre situation.

Prêter serment

Si vous préparez un affidavit ou un état financier, vous devrez le présenter à une personne qui est **commissaire à la prestation des serments**. Un commissaire à la prestation des serments est une personne qui a le pouvoir d'attester qu'une déclaration a été faite sous serment. Devant le commissaire à la prestation des serments, vous devrez signer les documents et déclarer sous serment que les renseignements qu'ils contiennent sont à votre connaissance vrais. Ensuite, le commissaire à la prestation des serments apposera sa signature ainsi que la date sur les documents.

Trouver un commissaire à la prestation des serments

Tous les avocats sont commissaires à la prestation des serments, comme certaines autres personnes.

- Consultez la rubrique **Avocats** dans les pages jaunes (au Nouveau-Brunswick tous les avocats sont commissaires à la prestation des serments).
- Vous pourrez trouver près de chez vous une personne qui est autorisée par le gouvernement provincial à agir comme commissaire à la prestation des serments. Appelez les Services à la consommation au (506) 453 2682.

Annexe 8 : Préparez vous à l'audition (le cas échéant)

Voici un aperçu de ce qui se passera et de ce que vous devrez faire lors de l'audition :

Un fonctionnaire de la cour va vous appeler. Levez vous. Le juge va vous demander si un avocat vous représente. Si votre époux s'oppose au divorce, vous devriez vous faire représenter par un avocat. Après s'être assuré que vous agissez sans avocat, le juge vous demandera de vous avancer à la barre des témoins. Vous allez devoir jurer de dire la vérité. Puis, le juge va vous demander ce qui suit :

- Votre nom et votre adresse;
- Si vous êtes la **partie requérante**, c'est à dire la personne qui a demandé le divorce;
- S'il y a une possibilité de réconciliation entre vous et votre époux;

- Si des arrangements ont été pris pour la garde, les droits de visite et la pension alimentaire qui concernent les enfants issus du mariage;
- Si des dispositions ont été prises pour la répartition des biens matrimoniaux.

Si vous avez clairement réglé au moyen d'une entente de séparation les questions qui découlent de votre mariage et si vous fournissez suffisamment de renseignements exacts au tribunal, le juge va prononcer un **jugement** vous octroyant le **divorce**.

Conseils pour l'audition devant le tribunal

- **Relisez tous les documents** qui ont été déposés au greffe par vous même et par votre époux avant de vous rendre à la cour. Emportez en une copie avec vous.
- **Portez des vêtements convenables.** Il n'y a pas de tenue vestimentaire obligatoire pour le public qui se présente au tribunal, mais vous devriez éviter les jeans, les tee shirts, les vêtements suggestifs et les bijoux voyants. Tâchez de respecter les convenances dans votre tenue vestimentaire.
- **Arrivez tôt**, soit environ 15 minutes avant le début de la séance.
- **Levez-vous** quand le juge entre dans la salle d'audience et restez debout jusqu'à ce qu'il s'asseye. Levez vous quand vous avez à parler.
- **Parlez** clairement et assez fort pour que le juge puisse vous entendre.
- **Soyez respectueux** envers le juge. Quand le juge vous parle, répondez lui toujours par « Monsieur ou Madame le juge ». Si vous connaissez son nom de famille, dites « Monsieur ou Madame le juge _____ ».
- **N'interrompez pas** le juge ou une autre personne qui est en train de parler.

Annexe 9 : Autres publications utiles en droit de la famille

Informez vous!

Le SPEIJ-NB peut vous fournir d'autres renseignements au sujet du droit de la famille. Si vous désirez vous procurer un exemplaire de l'une ou l'autre des publications suivantes, entrez en contact avec le SPEIJ-NB à l'adresse ci dessous.

- **La Loi sur les biens matrimoniaux au Nouveau-Brunswick (gratuit)**
- **Garde et droits de visite au Nouveau-Brunswick (gratuit)**
- **Loi sur le divorce : Questions et réponses (gratuit)**
- **Pour l'amour des enfants (gratuit)**
Programme d'information gratuit à l'intention des parents séparés : 1 888 236 2444
- **Service des ordonnances de soutien familial (série de pamphlets gratuits)**
- **Programme d'aide aux évaluations ordonnées par le tribunal (gratuit)**
- **L'art d'être parent : Droits et responsabilités (gratuit)**
- **Prestations de soutien aux conjoints et aux enfants (gratuit)**
- **Lorsqu'un couple se sépare : Droits et responsabilités (gratuit)**
- **Demander la garde, des droits de visite et une pension alimentaire au Nouveau-Brunswick (10 \$)**
Guide de la procédure applicable aux demandes de garde, de droits de visite et de pension alimentaire à l'intention des parents qui ne peuvent s'entendre et qui ne peuvent se payer les services d'un avocat. Ce guide est offert en vente.
- **Trousse de modification de la pension alimentaire pour enfants du Nouveau-Brunswick (une copie gratuite)** Dossier à l'intention des parents qui ont une ordonnance de pension alimentaire pour enfants et qui désirent la modifier en raison d'un changement important dans leur situation.
- **État financier et renseignements sur le revenu (gratuit)** Explique les renseignements sur le revenu et comment remplir l'état financier (formulaire 72J).

Voici nos coordonnées :



**Service public d'éducation
et d'information juridiques
du Nouveau-Brunswick**

C. P. 6000, Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1
Téléphone : (506) 453 5369
Sans frais : 1 888 236 2444
Télécopieur : (506) 462 5193
Courriel : pleisnb@web.ca
www.legal-info-legale.nb.ca



